

COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

RAPPORT FINANCIER

2020

RAPPORT ANNUEL AUX
GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES
SUR LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE
DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES



Le présent rapport est présenté en français et en anglais.

Il n'en demeure pas moins que la version officielle est celle en langue française.

ISSN 1016-6211

LISTE DES MEMBRES
DU
COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

AU 15 JUIN 2021

Président

1. W. LOUW, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Pretoria, Afrique du Sud.

Secrétaire

2. T. USUDA, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba, Japon.

Membres

3. F. BULYGIN, Rosstandart, Moscou, Fédération de Russie.
4. I. CASTELAZO, Centro Nacional de Metrología (CENAM), Querétaro, Mexique.
5. D. DEL CAMPO MALDONADO, Centro Español de Metrología (CEM), Madrid, Espagne.
6. Y. DUAN, National Institute of Metrology (NIM), Beijing, Chine.
7. N. DIMARCQ, Université Côte d'Azur, Nice, France.
8. H. LAIZ, Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), Buenos Aires, Argentine.
9. T. LIEW, National Metrology Centre (NMC), Singapour.
10. P. NEYEZHMAKOV, National Scientific Centre « Institute of Metrology », Kharkiv, Ukraine.
11. J. OLTHOFF, National Institute of Standards and Technology (NIST), Gaithersburg, États-Unis d'Amérique. *Vice-président.*
12. S.-R. PARK, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), Daejeon, République de Corée.
13. M.L. RASTELLO, National Institute of Metrological Research (INRIM), Turin, Italie.
14. P. RICHARD, Institut fédéral de métrologie (METAS), Berne-Wabern, Suisse.
15. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium (VSL), Delft, Pays-Bas.
16. M. SENÉ, National Physical Laboratory (NPL), Teddington, Royaume-Uni.
17. A. STEELE, Ottawa, Canada.
18. J. ULLRICH, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Brünswick, Allemagne. *Vice-président.*

**Rapport annuel aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes
sur la situation administrative et financière
du Bureau international des poids et mesures
en 2020**

1. — Avant-propos
2. — États financiers du BIPM 2020
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière
 - État de la performance financière
 - État de variation de l'actif net
 - Tableau de flux de trésorerie
 - Notes relatives aux états financiers
 - Note 1 Informations générales
 - Note 2 Principales règles comptables
 - Note 3 Immobilisations incorporelles et corporelles
 - Note 4 Stocks et travaux en cours
 - Note 5 Contributions des États Membres
 - Note 6 Souscriptions des États et Entités économiques associées
 - Note 7 Autres créances
 - Note 8 Actifs financiers
 - Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie
 - Note 10 Avantages du personnel
 - Note 11 Autres créditeurs courants
 - Note 12 Autres produits
 - Note 13 Services généraux
 - Note 14 Autres charges opérationnelles
 - Note 15 Dettes fournisseurs courantes
 - Note 16 Maintenance des bâtiments
 - Exécution du budget 2020
3. — Contributions payées en 2020
4. — Contributions restant dues au 31 décembre 2020
5. — Souscriptions payées en 2020
6. — Souscriptions restant dues au 31 décembre 2020
7. — Budget pour 2021
8. — Tableau de répartition de la dotation pour 2021
9. — Tableau des souscriptions des États et Entités économiques associés à la Conférence générale pour 2021
10. — États financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM 2020
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière

État de la performance financière

État de variation de l'actif net

Tableau de flux de trésorerie

Notes relatives aux états financiers

Note 1	Informations générales
Note 2	Adoption des nouvelles règles comptables
Note 3	Principales règles comptables
Note 4	Estimations et jugements
Note 5	Contributions des États Membres
Note 6	Cotisations des membres du personnel du BIPM
Note 7	Pensions
Note 8	Provision pour pensions
Note 9	Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements
Note 10	Autres créances
Note 11	Autres dettes
Note 12	Autres produits opérationnels
Note 13	Autres charges opérationnelles

11. — Liste des sigles utilisés dans le présent volume

1. — AVANT-PROPOS

Dans le présent avant-propos du Rapport financier de 2020, j'ai le plaisir d'annoncer que les produits provenant des contributions des États Membres et des souscriptions des Associés sont conformes aux prévisions. La République du Bélarus, qui était Associée depuis 2003, a accédé à la Convention du Mètre le 13 janvier 2020. Ainsi, à la fin de 2020, on comptait 62 États Parties à la Convention du Mètre (contre 61 à la fin de 2018) et 40 États et Entités économiques associés à la CGPM (contre 41 à la fin de 2018).

Nous présentons de nouveau dans ce rapport l'indicateur financier EBITDA (*Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization* – résultat avant intérêt, impôts et amortissement) qui mesure la performance opérationnelle avant prise en compte des activités d'investissement. L'EBITDA s'élève à 3 287 milliers d'euros (alors qu'il était de 2 852 milliers d'euros à la fin de 2019), ce qui compense pleinement les 1 236 milliers d'euros de dotations aux amortissements enregistrées au cours de l'année.

Ces résultats sont le fruit d'un contrôle rigoureux des coûts en 2020 et sont en particulier liés à la réduction des réunions et voyages du fait de la pandémie mondiale. La baisse des visiteurs sur le site du BIPM a conduit à une réduction des coûts de réunion de 172 milliers d'euros par rapport à 2019. En outre, l'annulation totale de tous les voyages a entraîné une réduction de 46 milliers d'euros par rapport à ce qui était prévu concernant les activités de renforcement des capacités et de 150 milliers d'euros concernant les voyages du personnel et le transport de matériaux pour des comparaisons. Les dépenses salariales sont restées stables en termes réels (et sont inférieures au niveau de 2012). Les charges de personnel ont diminué en raison de la baisse des indemnités de subsistance payées au personnel détaché (qui a été réduit de 10 à 4 équivalents temps plein par an).

Ce rapport concerne l'année 2020 qui était la première année du programme de travail de 4 ans approuvé par la CGPM à sa 26^e réunion en 2018. Une légère augmentation du budget d'investissement de laboratoire a été accordé afin d'acquérir plus tôt que prévu un nouveau spectromètre de masse et un générateur de rayons x. Par ailleurs, les projets concernant le nouveau site internet et la base de données des comparaisons clés (KCDB), qui étaient en cours depuis 2019, sont achevés.

L'état de la performance financière montre qu'en tenant compte de l'ensemble des transactions financières, le résultat net pour 2020 se solde par un profit de 82 milliers d'euros (contre une perte de 1 420 milliers d'euros en 2019 qui, tel que cela avait été expliqué dans le rapport financier de 2019, était en grande partie due à un ajustement hors trésorerie faisant suite à la Décision CIPM/108-33 expliquée plus en détail dans la Note 5). Nous observons de nouveau une augmentation de la provision pour assurance maladie de 1 966 milliers d'euros (1 547 milliers d'euros en 2019). (Il est à rappeler que cette charge enregistrée dans le compte de résultat est requise chaque année pour la variation annuelle de cette provision bien qu'elle représente seulement un passif qui n'est pas réalisé tant que le BIPM poursuit ses activités).

Le flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles a été de 2 217 milliers d'euros, ce qui est pratiquement similaire au flux de 2019 (2 549 milliers d'euros) et reflète l'efficacité continue de la collecte des contributions et souscriptions. Les réserves ont augmenté de manière considérable pour atteindre 19 571 milliers d'euros (17 421 milliers d'euros en 2019). Le fonds de réserve (représentant 50 % du montant total de la dotation de l'exercice à venir) s'élève à 6 240 milliers d'euros (6 178 milliers d'euros en 2019). Après déduction des paiements reçus en avance et des sommes devant être réglées (voir Note 9), les fonds non réservés s'élèvent à 9 640 milliers d'euros (8 499 milliers d'euros en 2019).

Les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont également inclus au présent rapport. Les pensions servies s'élèvent à 3 070 milliers d'euros (soit une baisse de 3 % par rapport à 2019) alors que les cotisations du personnel sont passées de 667 milliers d'euros (2019) à 702 milliers d'euros. On constate un changement significatif concernant le passif estimé qui atteint 154 millions d'euros (136 millions d'euros en 2019). Cela est dû à une baisse substantielle du taux d'actualisation utilisé, de 0,8 % (2019) à 0,35 %, afin de refléter les conditions du marché. La valeur des actifs a augmenté pour atteindre 18 657 milliers d'euros (18 276 milliers d'euros en 2019) du fait de la valeur croissante des parts de fonds communs de placements et obligations de la Caisse de retraite. Une étude actuarielle exhaustive de la Caisse de retraite a été commandée et réalisée en 2019. Les résultats de cette étude ont été examinés par la Commission consultative sur la Caisse de retraite et le CIPM au cours de 2020.

2. — ÉTATS FINANCIERS BIPM 2020

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Bureau international des poids et mesures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres CEDEX
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2020

Exercice clos le 31 décembre 2020

Mesdames, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Directeur du Bureau international des poids et mesures (BIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour l'ensemble des organisations, particulièrement sur leur activité et leur financement. Certaines de ces mesures, notamment les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur votre organisation interne et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du BIPM, ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2020 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent, et
- l'exécution du budget.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du Directeur du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du BIPM au 31 décembre 2020, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net, des flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Paris La Défense, le 27 mai 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Actifs non courants			
Bâtiments	3	18 284	18 435
Équipements scientifiques et techniques	3	9 855	9 754
Immobilisations incorporelles	3	1 003	929
Autres immobilisations	3	1 083	1 116
Contributions des États Membres	5	1 017	785
Actifs financiers non courants	8	869	867
Actifs non courants		32 111	31 886
Actifs courants			
Stocks et travaux en cours	4	411	388
Contributions des États Membres	5	2 020	1 935
Souscriptions des Associés	6	360	393
Autres créances	7	607	428
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	19 571	17 421
Actifs courants		22 969	20 565
Total Actifs		55 080	52 451
Actif net			
Résultat de l'exercice		82	(1 420)
Variation de juste valeur		(59)	(45)
Autres réserves		30 923	32 343
Actif net		30 946	30 878
Passifs non courants			
Provisions pour risques et charges	3	11	85
Avantages du personnel non courants	10	19 630	17 891
Avances faites par les États Membres	5	1 385	1 385
Passifs non courants		21 026	19 361
Passifs courants			
Avantages du personnel courants	10	447	308
Avances faites par les États Membres	5	161	159
Dettes fournisseurs courantes	15	563	541
Autres créditeurs courants	11	1 937	1 204
Passifs courants		3 108	2 212
Total Passifs		24 134	21 573

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2020	2019
Produits opérationnels			
Contributions	5	12 503	12 379
Souscriptions	6	1 022	935
Autres produits	12	208	547
Total des produits opérationnels		13 733	13 861
Charges opérationnelles			
Personnel	10	6 049	6 157
Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite	10	1 966	1 547
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	10	2 550	2 550
Services généraux	13	561	989
Dépenses de fonctionnement de laboratoire		710	695
Maintenance des bâtiments	16	414	460
Autres charges opérationnelles	14	163	159
Réévaluation des actifs CGPM Résolution 5	5	0	1 331
Total des charges opérationnelles		12 413	13 887
EBITDA		1 321	(26)
EBITDA corrigé de la variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite et réévaluation d'actifs			
		3 287	2 852
Amortissements et provisions	3	(1 236)	(1 391)
Résultat des activités opérationnelles		86	(1 417)
Charges financières		4	3
Résultat des activités ordinaires		82	(1 420)
Résultat de l'exercice		82	(1 420)

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2014	195	(127)	36 046
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(195)		195
Variation de juste valeur		(80)	
Résultat de l'exercice	(5 877)		
Solde au 31 décembre 2014	(5 877)	(207)	36 241
Affectation du résultat de l'exercice précédent	5 877		(5 877)
Variation de juste valeur		209	
Variation des autres réserves sur la période			(392)
Résultat de l'exercice	764		
Solde au 31 décembre 2015	764	2	29 970
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(764)		764
Variation de juste valeur		(12)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	551		
Solde au 31 décembre 2016	551	(10)	30 734
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(551)		551
Variation de juste valeur		(27)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	157		
Solde au 31 décembre 2017	157	(37)	31 285
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(157)		157
Variation de juste valeur		(1)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	901		
Solde au 31 décembre 2018	901	(38)	31 442
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(901)		901
Variation de juste valeur		(7)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	(1 420)		
Solde au 31 décembre 2019	(1 420)	(45)	32 343
Affectation du résultat de l'exercice précédent	1 420		(1 420)
Variation de juste valeur		(14)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	82		
Solde au 31 décembre 2020	82	(59)	30 923

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2020	2019
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions		12 924	12 107
Souscriptions		1 043	905
Remboursement de TVA		356	727
Autres recettes		244	601
Personnel		(6 282)	(6 458)
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM		(2 550)	(2 550)
Fournisseurs		(3 516)	(2 780)
Autres dépenses		0	0
Frais financiers		(2)	(3)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		2 217	2 549
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Achats d'immobilisations			(1 649)
Recettes de ventes d'immobilisations			
Transfert d'actifs financiers		(67)	(8)
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		(67)	(1 657)
Flux de trésorerie des activités de financement			
		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		2 150	892
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		17 421	16 529
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	19 571	17 421

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La mission et le rôle du BIPM

Le Bureau international des poids et mesures (BIPM) est l'organisation intergouvernementale créée par la Convention du Mètre en 1875 ; ses États Membres, au nombre de 62 au 13 janvier 2020, agissent en commun en ce qui concerne les sujets liés à la science des mesures et aux étalons de mesure.

La mission du BIPM est de travailler au niveau international avec les laboratoires nationaux de métrologie de ses États Membres, les organisations régionales de métrologie, ainsi que ses partenaires stratégiques, et de tirer parti de son statut d'organisation internationale et impartiale pour promouvoir et faire avancer la comparabilité mondiale des mesures pour :

- la découverte et l'innovation scientifique,
- la production industrielle et le commerce international,
- l'amélioration de la qualité de vie et la préservation de l'environnement.

Les objectifs du BIPM, tels que fixés dans la Résolution 3 adoptée par la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) à sa 26^e réunion (2018), sont les suivants :

- représenter la communauté métrologique internationale afin d'en maximiser la reconnaissance et l'impact,
- être un centre de collaboration scientifique et technique entre les États Membres, leur permettant de développer des aptitudes pour les comparaisons internationales de mesure, sur le principe des frais partagés,
- coordonner le système mondial de mesure, en garantissant la comparabilité et la reconnaissance au niveau international des résultats de mesures.

La mission et les objectifs du BIPM sont étayés par son travail dans les domaines suivants :

- le renforcement des capacités, avec pour objectif de parvenir à un équilibre global des aptitudes métrologiques des États Membres,
- le transfert de connaissances, qui permet de garantir que le travail du BIPM a le plus grand impact possible.

Particularités en matière d'impôts et taxes

Conformément à l'Accord de siège conclu avec l'État français, le BIPM bénéficie d'un certain nombre de privilèges et immunités lui permettant d'accomplir sa mission ; il est en particulier exonéré de tout impôt direct.

Le BIPM supporte la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans les conditions de droit commun en France. Toutefois, la TVA perçue par l'État français afférente aux achats d'une certaine importance effectués par le BIPM pour ses besoins officiels fait l'objet d'un remboursement par l'État français, sur la base d'un relevé trimestriel des factures payées.

Les importations effectuées dans le cadre du fonctionnement du BIPM sont exonérées du paiement des droits de douane et de la TVA.

Événements significatifs de l'exercice

L'épidémie de la Covid-19 a impacté l'activité du BIPM au cours de l'exercice 2020. Dans ce contexte, le BIPM s'est pleinement mobilisé pour maintenir ses activités essentielles. Le BIPM s'est particulièrement engagé dans la mise en place de mesures et actions les plus adaptées et nécessaires afin de poursuivre ses activités dans le respect des décisions des autorités.

Le BIPM a supporté des effets négatifs, du fait de l'épidémie de la Covid-19, sur son activité et donc sur les comptes de 2020. Cependant, l'impact sur les états financiers reste non significatif.

Note 2 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'*International Public Sector Accounting Standards Board* (IPSASB), et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2020 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités du BIPM et donc sans effet sur les états financiers).

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Les états financiers ont aussi été établis sur la base du coût historique, sauf pour la réévaluation de certaines immobilisations corporelles et pour certains instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les dispositions de la Convention du Mètre et de son Règlement annexé, les résolutions adoptées par la CGPM et les décisions du CIPM.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Comptabilisation des produits

La dotation comprend les parties fixe et complémentaire visées à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre. La dotation couvre les dépenses générales liées à la mission et aux activités fondamentales du BIPM qui présentent un intérêt commun pour tous les États Membres, y compris les dépenses de fonctionnement, d'investissement en équipement scientifique, de travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments, et celles relatives aux ressources humaines.

Contributions des États Membres

La dotation est répartie entre les États Membres conformément à l'article 20 du Règlement annexé à la Convention du Mètre et aux décisions adoptées par la CGPM au cours de ses 11^e, 16^e et 18^e réunions.

La contribution de chaque État Membre pour l'exercice financier, qui est notifiée aux États Membres dans la « *Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale* », est déterminée selon la méthode approuvée par la CGPM sur la base du *Barème des quote-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies* adopté par l'Organisation des Nations Unies en vigueur lors de l'établissement du tableau des parts contributives et pour la période mentionnée dans le *Barème*. Lorsque ce *Barème* n'est pas connu pour l'exercice financier en question, le *Barème* précédent est maintenu jusqu'à ce que le nouveau *Barème* soit disponible ; les contributions de l'exercice financier sont alors recalculées en utilisant le nouveau *Barème* et les ajustements nécessaires sont faits dans la *NOTIFICATION* suivante.

La contribution de chaque État Membre ne peut être inférieure à un minimum, ni supérieure à un maximum. Les montants maximum et minimum ont été fixés par la CGPM lors de sa 11^e réunion à 10 % et à 0,5 % de la dotation totale. Depuis la 16^e réunion de la CGPM, ces maximum et minimum sont réévalués au début de chaque quadriennium en les multipliant par un facteur $100/(100 + x)$, où « x » est égal à la somme des pourcentages de répartition des États Membres ayant adhéré à la Convention du Mètre au cours du précédent quadriennium.

L'établissement du tableau des parts contributives tient également compte de l'obligation des États Membres de verser des sommes supplémentaires destinées à parfaire la dotation, en raison des États Membres débiteurs dont les avantages et prérogatives sont suspendus conformément à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre.

Si un État Membre précédemment débiteur de plus de trois ans verse ses arriérés de contributions, alors les avances faites par les autres États Membres leur sont restituées.

Les dispositions applicables aux contributions arriérées sont les suivantes : article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre, Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM lors de sa 23^e réunion et Résolution 7 (2011) adoptée par la CGPM lors de sa 24^e réunion.

Les contributions restant dues des États Membres exclus constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion, un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion (voir note 6).

Les contributions sont notifiées en euros (la monnaie de fonctionnement du BIPM) et sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Contributions de nouveaux États Membres

En vertu de l'article 11 de la Convention du Mètre et de la décision prise par le CIPM lors de sa 49^e session, un État qui acquiert la qualité d'État Membre au cours d'un exercice financier doit verser une contribution d'entrée égale à sa première contribution annuelle et doit verser une contribution pour l'exercice financier conformément aux dispositions précisées ci-dessus.

Lorsqu'un État Associé adhère à la Convention du Mètre, sa contribution d'entrée est réduite d'un montant égal aux souscriptions qu'il a payées en qualité d'Associé pour un montant maximum correspondant à cinq ans de souscriptions, conformément à la Résolution 5 adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion.

Souscriptions des Associés

En vertu de la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion, les États et Économies Associés à la CGPM versent une souscription annuelle au BIPM, afin de couvrir le coût des services que le CIPM met à leur disposition.

Les souscriptions obligatoires de chaque État ayant acquis le statut d'Associé avant l'adoption de nouvelles dispositions votées par la CGPM en octobre 2011 lors de sa 24^e réunion (cf. Résolution 4 (2011)) sont déterminées sur la base de sa contribution aux Nations Unies, comme pour les États Membres, mais en appliquant un minimum égal à 0,05 % de la dotation annuelle du BIPM.

En vertu de la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion, pendant une période initiale de cinq ans suivant l'accession au statut d'Associé à la CGPM, les États Associés acquitteront une souscription annuelle déterminée à partir de leur contribution à l'Organisation des Nations Unies, comme pour les États Parties à la Convention du Mètre, avec un minimum égal à 0,1 % de la dotation annuelle du BIPM. Cette décision est applicable aux États Associés à la date de cette réunion (octobre 2011) pour le calcul de leur souscription à compter de l'exercice 2013. Après la période initiale de cinq ans susmentionnée, si le CIPM considère, sur le fondement des critères qu'il a adoptés, qu'il est approprié qu'un État Associé devienne État Partie à la Convention du Mètre, le montant de la souscription dudit Associé sera augmenté tous les ans progressivement et de manière irréversible afin d'atteindre, après cinq ans, un montant équivalent à 90 % de la contribution annuelle dont cet État devrait s'acquitter s'il était État Partie à la Convention du Mètre.

Cette augmentation progressive et irréversible est applicable depuis 1^{er} janvier de la deuxième année suivant la décision du CIPM d'encourager l'Associé à adhérer à la Convention du Mètre. L'examen de la situation des États Associés par le CIPM en 2011 a été utilisé aux fins d'application de la Résolution 4 (2011), et la première augmentation des souscriptions a pris effet en 2013. Une telle augmentation n'est pas appliquée aux États Associés dont la souscription annuelle est déjà égale à la contribution dont ils devraient s'acquitter s'ils étaient États Parties à la Convention du Mètre. Tant qu'un État Associé ne remplit pas les critères susmentionnés pour être encouragé à adhérer à la Convention du Mètre, il continuera à bénéficier des avantages du statut d'Associé, tel que prévu par la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion (1999), ainsi que des services du BIPM que le CIPM a mis à sa disposition, et sa souscription demeurera déterminée comme durant la période initiale de cinq ans.

En octobre 2017, le CIPM a décidé (Décision CIPM/106-20), lorsqu'il considère s'il est approprié pour un État Associé à la CGPM d'être encouragé à accéder à la Convention du Mètre et devenir État Membre, de prendre en considération, en plus des critères qu'il avait précédemment adoptés, un pourcentage supérieur à 0,02 dans le « Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies ».

Lorsque cette décision a été prise, certains États dont le pourcentage était inférieur à 0,02 étaient déjà soumis au mécanisme d'augmentation progressive de leur souscription (six États Associés versaient une souscription augmentée et trois autres devaient voir leur souscription augmenter en 2018). Afin de remédier à cette situation, la Décision CIPM/106-21 a été prise :

« Le CIPM décide qu'un État Associé à la CGPM qui ne remplit pas les critères fixés dans la Décision CIPM/106-20, qui a déjà été encouragé à accéder à la Convention du Mètre et qui par conséquent paye une souscription qui a été augmentée, verra sa souscription réduite au montant minimum fixé pour un État Associé. La réduction entrera en vigueur en 2018 et ne sera pas rétroactive. »

Par conséquent, à compter de 2018, la souscription annuelle de six Associés (la Jamaïque, l'Albanie, la Macédoine, la République de Moldova, la Géorgie et le Paraguay) a été réduite au montant minimum fixé pour un Associé, à savoir 11 980 euros. La souscription annuelle des trois États Associés encouragés à accéder à la Convention du Mètre (la Bolivie, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine) qui aurait dû être augmentée à compter de 2018 est demeurée au minimum fixé.

Le CIPM a demandé au personnel du BIPM (Décision CIPM/106-22) de travailler avec tout Associé concerné par la Décision CIPM/106-21 et en situation d'arriérés afin de conclure un accord de rééchelonnement. Un tel accord a été conclu avec un État Associé (la Jamaïque) ; il est en cours de mise en œuvre.

Après la mise en œuvre des décisions CIPM/106-20 et CIPM/106-21, la liste actuelle des États Associés encouragés à accéder à la Convention du Mètre et versant une souscription augmentée compte huit États (le Costa Rica, Cuba, l'Estonie, la Lettonie, le Panama, le Pérou, les Philippines et le Viet Nam). En date du 19 janvier 2021, l'Estonie a accédé à la Convention du Mètre en tant qu'État Membre.

Les souscriptions obligatoires sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Un Associé qui n'a pas réglé sa souscription pendant trois années cesse d'être Associé ; il peut le redevenir en acquittant ces arriérés.

Produits d'intérêt

Les produits d'intérêt sont calculés prorata temporis, par référence au principal encours et au taux d'intérêt effectif applicable. Les autres produits, y compris les remboursements de frais par des tiers, sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis au BIPM selon les termes des contrats convenus, ou, en l'absence de contrats, lors de leur encaissement.

Contrats de location

Le BIPM n'a aucun contrat de location-financement.

Les loyers payables dans le cadre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges linéairement sur la durée du bail correspondant, même si les paiements ne sont pas effectués sur cette base.

Devises

Les contributions des États Membres et les souscriptions des Associés sont payables en euros ou dans une devise convertible en euros. Si elles sont payées dans une devise convertible en euros, elles sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération, ce qui signifie que le BIPM n'est alors pas exposé au risque de change.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des éléments amortissables, tels que des bases de données, des logiciels et des sites web, ainsi que certains frais de développement qui répondent aux critères définis par IPSAS 31.

Les immobilisations incorporelles amortissables sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, généralement estimée à cinq ans pour les logiciels.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie finie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur. Elles sont soumises à un test de dépréciation annuel conformément à IPSAS 21, en utilisant le coût de remplacement amorti pour estimer leur valeur de service recouvrable.

Immobilisations corporelles

Bâtiments

Le BIPM a son siège dans le domaine du Pavillon de Breteuil, situé dans un parc de plus de quatre hectares au sein du Domaine national de Saint-Cloud, qui lui a été concédé par l'État français en 1875.

Trois des sept bâtiments de l'ensemble immobilier du BIPM constituent son patrimoine historique. Il s'agit :

- du Pavillon de Breteuil construit en 1672, rénové entièrement en 1875,
- du Petit Pavillon construit en 1672, rénové entièrement en 1875 et partiellement en 2007,
- de l'Observatoire construit en 1878.

Les quatre autres bâtiments, ainsi que le Nouvel Observatoire, constituent le patrimoine non historique du BIPM. Il s'agit :

- du Nouvel Observatoire construit en 1929,
- du bâtiment des rayonnements ionisants construit en 1964, rebaptisé le bâtiment Marie Curie,
- du bâtiment des lasers construit en 1984, rénové partiellement en 2011,
- du Nouveau Pavillon construit en 1988,
- du Pavillon du Mail construit en 2001.

Le BIPM dispose d'une « concession de jouissance » aux termes d'une convention signée le 4 octobre 1875 avec l'État français et amendée en 1930 et 1964, qui lui impose d'entretenir les actifs qui lui ont été concédés « pour tout le temps que fonctionnera » le BIPM. Le BIPM a le droit de faire construire de nouveaux bâtiments sur le site qui lui a été concédé. Si une décision de déménagement du siège du BIPM était prise, le BIPM devrait restituer ces bâtiments à l'État français. Aucune décision n'ayant été prise en ce sens, le BIPM considère donc qu'il peut utiliser ces bâtiments, et éventuellement en faire construire d'autres, pour les besoins de ses activités, en se comportant comme un propriétaire. Le BIPM a choisi de ne pas valoriser le terrain concédé dans ses états financiers.

Le BIPM comptabilise l'ensemble de ses bâtiments en immobilisations corporelles, considérant, conformément à IPSAS 17, qu'il s'agit bien d'actifs identifiables, contrôlés par le BIPM du fait d'événements passés et procurant des avantages économiques futurs ou un potentiel de service au BIPM.

Les bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon.

Les composants des bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon, en fonction de leur durée d'utilité, à savoir :

- structure de bâtiment : non amortie ;
- façade, ravalement, toiture : 30 ans ;
- chaufferie : 20 ans ;
- installations générales et techniques : 20 ans ;
- agencements, aménagements : 15 ans.

L'évaluation des bâtiments à la juste valeur a été effectuée au 1^{er} janvier 2009 par un expert indépendant afin d'établir la valeur initiale des bâtiments du BIPM à cette date.

Une réévaluation des bâtiments est effectuée par un expert indépendant tous les trente ans afin de s'assurer que l'évolution de la valeur du patrimoine du BIPM se reflète bien dans son État de la situation financière sur le long terme. La juste valeur retenue dans le cadre de l'évaluation des bâtiments du BIPM est le coût de remplacement amorti.

Équipements scientifiques

Le BIPM possède des équipements scientifiques lui permettant d'accomplir sa mission. Au sein de ces équipements, plusieurs composants sont identifiés, chaque composant ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs, de 5 à 75 ans, ou indéfinie pour quelques étalons.

Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation, si nécessaire, sont comptabilisés sur une base prospective.

Le coût de remplacement d'un composant d'un équipement scientifique est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au BIPM et que son coût peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Les équipements scientifiques sont évalués au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, sauf pour les étalons non amortissables qui sont réévalués tous les douze ans.

Autres immobilisations

Les autres immobilisations du BIPM comportent des actifs historiques du BIPM, notamment des biens scientifiques historiques qui constituent une « mémoire » des équipements utilisés par le passé en métrologie, qui ne sont pas amortis et qui font l'objet d'une réévaluation tous les trente ans par un expert indépendant, la première évaluation à la juste valeur ayant été effectuée au 1^{er} janvier 2009, ainsi que d'autres immobilisations, évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, amorties linéairement selon leur durée d'utilité, de 2 à 25 ans.

Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable d'un actif est susceptible de ne pas être recouvrable, un test de dépréciation est réalisé. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif avec sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de sa valeur d'utilité, celle-ci étant calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée dans l'État de la performance financière.

Après dépréciation, la nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

Pour les actifs ayant subi une perte de valeur au cours des exercices antérieurs, la reprise éventuelle de la perte de valeur est examinée à chaque clôture annuelle. La valeur comptable de l'actif, modifiée en raison de l'augmentation de sa valeur recouvrable, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette des amortissements) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des exercices antérieurs. La reprise de perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat dans l'État de la performance financière.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti et comprend les coûts d'acquisition, de fabrication et de transformation de stocks.

Pour les stocks fabriqués et les travaux en cours, essentiellement les prototypes de masse, le coût comprend une quote-part appropriée de frais généraux fondés sur la capacité normale de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Contributions des États Membres, Souscriptions des Associés et Autres créances

Les contributions des États Membres, souscriptions des Associés et autres créances sont comptabilisées au coût amorti.

Aucune dépréciation n'est comptabilisée au titre des contributions des États Membres et des souscriptions des Associés.

Pour toutes les autres créances, une dépréciation au titre des montants considérés comme irrécouvrables est comptabilisée sur la base d'un examen des montants restant dus à la date de clôture.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des placements en obligations. Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires, caisse, et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en Autres produits ou Autres charges opérationnelles dans l'État de la performance financière.

Les disponibilités comprennent les fonds en caisse et en banque, les dépôts à terme et d'autres placements très liquides à court terme qui sont facilement convertibles en une somme connue et qui ne présentent qu'un risque insignifiant de modification de leur valeur.

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent :

- Report de crédits engagés au budget de l'exercice financier suivant : les crédits correspondant à des dépenses engagées mais dont le paiement n'est pas effectué à la fin de l'exercice financier en cours sont automatiquement reportés au budget de l'exercice financier suivant. Les crédits ainsi reportés sont utilisés uniquement pour honorer les engagements de dépenses qui ont justifié leur report (Règlement financier, article 10) ;
- Fonds de Réserve : il existe un Fonds de Réserve destiné à couvrir les fluctuations dans le versement des contributions annuelles des États Membres. Le Fonds de Réserve est financé par les crédits correspondant aux dépenses non engagées et pour lesquelles aucun paiement n'est effectué à la fin de l'exercice financier, et qui n'ont pas été reportées au budget de l'exercice financier suivant. Le montant maximum du Fonds de Réserve est déterminé par le CIPM quand il approuve le budget (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2017, le CIPM a décidé que le Fonds de Réserve devait représenter 50% du montant total de la dotation de l'exercice à venir ;

- Fonds d'Investissement : un Fonds d'Investissement destiné à couvrir les coûts d'infrastructure du BIPM inclut l'amortissement d'équipements, tout autre investissement supplémentaire nécessaire, et toute autre dépense imprévue. Le financement de ce Fonds est assuré par toute somme que le CIPM déciderait de transférer du Fonds de Réserve ainsi que par la contribution d'entrée acquittée par les États accédant au BIPM représentant leur soutien à l'infrastructure du BIPM (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2010, le CIPM a décidé que le Fonds d'Investissement serait constitué des fonds restants. Les sommes sont automatiquement transférées du Fonds d'Investissement au Fonds de Réserve, ou du Fonds de Réserve au Fonds d'Investissement, pour être en conformité avec cette décision du CIPM qui restera en vigueur jusqu'à ce que le CIPM en décide autrement.

Risques financiers

Le BIPM a élaboré des stratégies de gestion des risques conformément à son Règlement financier. Le BIPM est exposé à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. Le BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, le BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et Associés et est limité en raison des dispositions de l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre relatives aux avances faites par les États Membres en cas de défaillance à ses obligations de paiement d'un État Membre débiteur.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'il devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Avantages du personnel

Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Le BIPM comptabilise en charges les cotisations et contributions à payer à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Lors de son départ à la retraite, tout membre du personnel de plus de 50 ans, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, reçoit une indemnité égale à une fraction du traitement défini dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*. La provision pour indemnité de départ à la retraite représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'indemnité de départ à la retraite des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

Les membres du personnel qui font valoir leurs droits à la retraite, sont affiliés au régime d'assurance lors de leur cessation de fonctions et n'exercent pas d'activité lucrative, peuvent continuer à bénéficier de l'assurance pour le risque maladie et pour les obsèques. La provision pour assurance maladie représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'assurance maladie des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour assurance maladie sont présentées dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite (voir Note 10).

En 2019, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les cinq ans.

Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Caisse des prêts sociaux

Les prêts sociaux, de la Caisse des prêts sociaux, créée en 1973 par le CIPM pour accorder des prêts sociaux aux membres du personnel, sont présentés en Prêts sociaux au personnel dans l'État de la situation financière.

Emprunts

Le BIPM n'a pas d'emprunt. Si les États Membres décidaient le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés au coût amorti.

Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants sont comptabilisés au coût amorti.

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des postes suivants :

- juste valeur des instruments financiers ;
- juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles au 1^{er} janvier 2009 : immeubles, actifs historiques, étalons, bases de données, etc. Le BIPM fait appel à des évaluateurs externes pour évaluer ces actifs ;
- provisions pour avantages du personnel, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, le taux d'évolution des coûts médicaux, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Le BIPM fait appel à un actuinaire indépendant pour estimer ces hypothèses ;
- charges à payer ;
- actifs et passifs éventuels ;
- provisions pour litiges. Les réclamations contentieuses impliquant le BIPM sont évaluées en interne. Le BIPM peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés ;
- tests de perte de valeur.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 3 Immobilisations incorporelles et corporelles

(en milliers d'euros)	Immobilisations incorporelles	Étalons	Équipements scientifiques	Machines-outils	Matériel roulant	Matériel et mobilier de bureau	Matériel informatique	Actifs historiques	Équipements scientifiques en développement	SOUS-TOTAL	Bâtiments	TOTAL
Valeur brute au 01/01/2019	1 711	8 181	12 648	1 026	111	764	947	485	1 675	27 548	23 663	51 211
Amortissements cumulés	(1 042)	(3 625)	(8 861)	(807)	(103)	(469)	(700)	0	0	(15 607)	(5 324)	(20 931)
Valeur nette comptable au 01/01/2019	669	4 557	3 786	219	8	294	247	485	1 675	11 940	18 340	30 280
Acquisitions	367	40	302	18	0	10	36	0	153	926	411	1 337
Cessions – valeurs brutes	(602)	(724)	(438)	0	0	(20)	(14)	0	(38)	(1 836)	(49)	(1 885)
Amortissement	(107)	(106)	(599)	(47)	(3)	(36)	(115)	0	0	(1 013)	(294)	(1 307)
Cessions – amortissements cumulés	602	712	434	0	0	18	14	0	0	1 780	28	1 808
Valeur nette comptable au 31/12/2019	929	4 479	3 486	191	5	266	168	485	1 790	11 799	18 435	30 234
Valeur brute au 01/01/2020	1 476	7 497	12 512	1 045	112	754	969	485	1 790	26 640	24 025	50 663
Amortissements cumulés	(546)	(3 018)	(9 026)	(854)	(106)	(488)	(801)	0	0	(14 840)	(5 590)	(20 430)
Valeur nette comptable au 01/01/2020	929	4 479	3 486	191	5	266	168	485	1 790	11 799	18 435	30 234
Acquisitions	231	59	565	6	0	28	111	0	131	1 131	153	1 284
Cessions – valeurs brutes	0	(120)	(75)	0	(2)	0	(15)	0	0	(213)	0	(213)
Amortissement	(157)	(76)	(574)	(43)	(2)	(35)	(99)	0	0	(986)	(304)	(1 291)
Cessions – amortissements cumulés	0	120	72	0	2	0	15	0	0	210	0	210
Valeur nette comptable au 31/12/2020	1 003	4 462	3 474	154	3	259	180	485	1 921	11 940	18 284	30 225
Valeur brute au 31/12/2020	1 707	7 436	13 002	1 050	110	782	1 064	486	1 921	27 557	24 178	51 736
Amortissements cumulés	(703)	(2 974)	(9 529)	(897)	(107)	(522)	(884)	0	0	(15 616)	(5 894)	(21 511)

Immobilisations incorporelles

Pour les exercices présentés, les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels, un site internet et des bases de données.

Immobilisations corporelles

Depuis 2016, le BIPM a fixé un seuil minimum en-dessous duquel les acquisitions ne sont pas immobilisées mais comptabilisées en charges.

Étalons et équipements scientifiques

Les coûts de personnel du BIPM inclus dans les acquisitions d'étalons et d'équipements scientifiques (y compris les équipements scientifiques en développement) s'élèvent à 153 milliers d'euros en 2019 et à 131 milliers d'euros en 2020.

Il est à noter que le Département des rayonnements ionisants dispose, au 31 décembre 2020, de 18 sources scellées dont il a actuellement l'usage. À la suite de diverses investigations auprès des autorités et de prestataires habilités au démontage et à l'enlèvement de ces sources, une provision pour charges a été constatée au 31 décembre 2019 pour 85 milliers d'euros. Ce montant a été déterminé en fonction des devis ou factures des différents prestataires pour les sources pour lesquelles ils ont été consultés. Il ne tient pas compte des frais liés au démontage ou à l'enlèvement des sources pour lesquelles aucun devis n'a été obtenu. Des frais ont été engagés pour 55 milliers d'euros au cours de l'année 2020, ce qui a conduit à reprendre une partie de la provision.

Équipements scientifiques en développement

Les équipements scientifiques en développement concernent essentiellement le projet de la balance du watt, projet prioritaire dans le cadre de l'actuel programme de travail et de celui à venir, pour 1 664 milliers d'euros au 31 décembre 2019 et 1 795 au 31 décembre 2020.

Bâtiments

En 2020, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- la rénovation de la production d'eau glacée du système de climatisation pour les laboratoires dans le bâtiment de l'Observatoire,
- la rénovation et le réaménagement de la cantine du Pavillon de Breteuil,
- le nouveau laboratoire dans le bâtiment des Lasers pour le Département de la chimie,
- l'aménagement d'un espace cafeteria à l'Observatoire pour le Département de la métrologie en physique.

En 2019, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- le remplacement du Tableau Général de Basse Tension (TGBT),
- la rénovation et l'installation d'un système de climatisation dans la Salle 3 de l'Observatoire pour la nouvelle Cage de Faraday,
- la rénovation de bureaux et laboratoires dans le bâtiment Marie Curie,
- le remplacement à l'identique du portail motorisé de l'entrée principale,
- et la création d'un espace pour le personnel dans le cadre d'activités culturelles et de loisir au Petit Pavillon.

Note 4 Stocks et travaux en cours

Le détail des stocks et travaux encours est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Stocks et travaux en cours		
Matières premières	216	233
Accessoires pour prototypes	13	16
Travaux en cours	182	139
Autres	0	0
Total des stocks et travaux en cours	411	388

Les matières premières sont des métaux précieux et les travaux en cours concernent essentiellement des prototypes de masse.

La variation des stocks et travaux en cours s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2020	2019
Au 1^{er} janvier	388	441
Mouvement de l'exercice	23	(53)
Au 31 décembre	411	388

En 2017, les matières premières, essentiellement de l'or (3,2 kg) et du platine iridié (2,2 kg), qui étaient sous une forme non directement exploitable par le BIPM, ont été échangées contre une barre de platine iridié destiné à produire des nouveaux prototypes de masse. Cette transaction avec Johnson Matthey a été faite à un coût quasiment nul pour le BIPM. En conséquence, au 31 décembre 2017, les stocks de matières premières de platine iridié ont été évalués à la valeur nette de réalisation, c'est-à-dire au prix de vente net utilisé en 2017 pour la transaction avec Johnson Matthey, qui était inférieur au coût d'achat.

Au cours de l'année 2020, le stock a fait l'objet d'ajustements pour tenir compte de l'inventaire physique réalisé à la fin du projet Artefact qui avait démarré en 2016.

Note 5 Contributions des États Membres

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2020	12 mois jusqu'au 31 décembre 2019
Contributions	12 503	12 322
Adhésion Etat Membre		56
Total	12 503	12 379

Contributions

Le montant total des contributions comptabilisé en 2020 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2020 car la République du Bélarus est devenue État Membre le 13 janvier 2020. La République du Bélarus était État Associé à la CGPM depuis 2003.

Le montant total des contributions comptabilisé en 2019 était supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2019 car le Maroc et l'Équateur sont devenus États Membres respectivement le 24 mai 2019 et le 6 août 2019. L'Équateur était État Associé à la CGPM depuis 2000. Le Maroc a versé une contribution d'entrée de 56 milliers d'euros.

À l'actif, le détail des Contributions des États Membres restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

	31 décembre 2019 (part non courante)	31 décembre 2019 (part courante)	31 décembre 2019 Total Valeur actualisée	31 décembre 2019 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République islamique d'Iran			560	560
République bolivarienne du Venezuela	560		560	560
Autres États Membres	225	1 935	2 160	2 160
Total des Contributions des États Membres	785	1 935	2 720	2 720

	31 décembre 2020 (part non courante)	31 décembre 2020 (part courante)	31 décembre 2020 Total Valeur actualisée	31 décembre 2020 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République islamique d'Iran			560	560
République bolivarienne du Venezuela	560		560	560
Autres États Membres	457	2 020	2 477	2 477
Total des Contributions des États Membres	1 017	2 020	3 037	3 037

Le total des Contributions restant dues est le suivant :

Contributions des autres États Membres (part courante)	2 020
Versement du Cameroun en 2014 alors que le pays avait été exclu	14
Contributions restant dues	2 034

Au passif, le détail des Avances faites par les autres États Membres est présenté ci-après :

	31 décembre 2019 (part non courante)	31 décembre 2019 (part courante)	31 décembre 2019 Total Valeur actualisée	31 décembre 2019 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République bolivarienne du Venezuela		160	160	160
République islamique d'Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total des Avances faites par les États Membres	1 385	160	1 545	1 545

	31 décembre 2020 (part non courante)	31 décembre 2020 (part courante)	31 décembre 2020 Total Valeur actualisée	31 décembre 2020 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République bolivarienne du Venezuela		161	161	161
République islamique d'Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total des Avances faites par les États Membres	1 385	161	1 546	1 546

L'une des obligations principales d'un État Membre d'une organisation intergouvernementale est de respecter ses obligations financières. En effet, l'article 9 de la Convention du Mètre prévoit que les dépenses annuelles d'entretien du Bureau international des poids et mesures seront couvertes par des contributions des États Parties à la Convention du Mètre. L'article 6, alinéas 6 à 8, du Règlement annexé à la Convention du Mètre prévoit un mécanisme de répartition de la contribution d'un État demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution. L'alinéa 7 dudit article prévoit également une suspension des avantages et prérogatives conférés audit État par l'adhésion à la Convention du Mètre. Cette disposition est appliquée à la République du Cameroun (exclue le 22 octobre 2012), à la République populaire démocratique de Corée (exclue le 22 octobre 2012), à la République dominicaine (exclue le 31 décembre 2014), à la République islamique d'Iran et à la République Bolivarienne du Venezuela.

Cette importante et unique procédure permet au BIPM de continuer à remplir sa mission si un État Partie à la Convention du Mètre n'acquiesce pas sa contribution durant plus de trois années.

L'alinéa 8 de l'article 6 du Règlement précise qu'après trois nouvelles années, l'État déficitaire est exclu, et le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions de l'article 20 du Règlement.

La Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion (2007), a adopté la Résolution 8 relative aux contributions arriérées établissant le mécanisme d'adoption des décisions et une procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées ainsi que l'exclusion. Le Comité international des poids et mesures a adressé à la République du Cameroun, à la République populaire démocratique de Corée, à la République dominicaine et à la République islamique d'Iran une notification officielle les invitant à exécuter leurs obligations financières et leur rappelant la procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées et l'exclusion. Au vu de la persistance de la République du Cameroun, de la République populaire démocratique de Corée, de la République dominicaine et de la République islamique d'Iran à ne pas exécuter leurs obligations financières, dont les arriérés s'élevaient à une somme totale de 3 983 milliers d'euros en 2010, 3 836 milliers d'euros desquels ont été répartis entre les autres États Parties à la Convention du Mètre, quatre projets de résolutions ont été proposés à l'ordre du jour provisoire de la 24^e réunion de la Conférence générale des poids et mesures (octobre 2011) demandant à la CGPM de prendre une décision quant à l'exclusion de chacun de ces États Membres.

Lors de sa 24^e réunion, en 2011, la Conférence générale des poids et mesures a adopté la Résolution 6 relative aux contributions arriérées des États Parties à la Convention du Mètre. La CGPM a ainsi réaffirmé l'absolue nécessité que les contributions des États Parties à la Convention du Mètre soient acquittées en temps et en heure et régulièrement pour permettre au BIPM de remplir sa mission et d'éviter des difficultés financières pesant sur son fonctionnement quotidien et a décidé :

- d'accorder aux États Parties ayant des contributions arriérées depuis plus de 6 ans un délai de 12 mois à compter de la date d'adoption de la Résolution 6 (2011) pour conclure avec le Comité international des poids et mesures (CIPM) un accord de rééchelonnement,
- que si un accord de rééchelonnement n'était pas conclu dans ce délai de 12 mois, ces États seront automatiquement exclus et le CIPM informera par écrit le Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international aux fins de notification, à ces États et à l'ensemble des États Parties à la Convention du Mètre, de l'exclusion au nom de la CGPM, et
- que le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions applicables dès l'année civile suivant l'exclusion.

Aucun accord de rééchelonnement n'ayant été conclu avec la République du Cameroun ni avec la République populaire démocratique de Corée, à l'issue du délai de 12 mois mentionné ci-dessus, ces États ont été automatiquement exclus le 22 octobre 2012. Leurs Contributions restant dues, respectivement de 669 milliers d'euros et de 975 milliers d'euros, ont été comptabilisées en pertes en 2012. Les Avances qui leur avaient été faites par les autres États Membres, respectivement de 669 milliers d'euros et 877 milliers d'euros, ont été décomptabilisées. Ces montants constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 adoptée par la Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion (2007), un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion.

Un accord de rééchelonnement a été conclu avec la République dominicaine et avec la République islamique d'Iran, respectivement le 1^{er} août 2012 pour un montant de 1 151 milliers d'euros et le 17 octobre 2012 pour un montant de 1 446 milliers d'euros. Toutefois la République dominicaine n'a pas payé les montants convenus et a été automatiquement exclue le 31 décembre 2014. Sa Contribution restant due de 1 204 milliers d'euros a été comptabilisée en pertes en 2014 et les Avances qui lui avaient été faites par les autres États Membres de 1 155 milliers d'euros ont été décomptabilisées en 2014. Ces montants constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels. En ce qui concerne la République islamique d'Iran, un amendement à l'accord de rééchelonnement a été signé le 14 novembre 2014. Afin de permettre à la CGPM d'examiner dûment la situation de la République islamique d'Iran lors de sa 26^e réunion, le CIPM a décidé de geler de façon provisoire les effets de l'accord de rééchelonnement conclu en 2012 par voie d'un avenant qui requiert, entre autres, que la République islamique d'Iran maintienne la continuité dans le paiement de sa contribution d'État Membre dans le courant de l'année concernée. Les montants dus au titre de 2013 et 2014 conformément à l'accord de rééchelonnement, qui s'élèvent à 337 milliers d'euros ont été conservées en fonds bloqués (voir note 9).

Lors de sa 26^e réunion en 2018, la CGPM a décidé, le 14 novembre 2018, d'exclure la République bolivarienne du Venezuela :

- la CGPM prend note de la recommandation du CIPM formulée dans la Décision CIPM/107-05 de juin 2018. La CGPM entérine cette recommandation et décide, au vu de la persistance de l'État à ne pas exécuter ses obligations financières, d'exclure la République bolivarienne du Venezuela en tant qu'État Partie à la Convention du Mètre avec effet immédiat.

La CGPM, dans sa Résolution 5 adoptée à sa 26^e réunion (2018), a décidé que le CIPM appliquera l'article 6 alinéa 8 du Règlement annexé et qu'il traitera des cas où la pratique historique a conduit à l'accumulation d'arriérés. Conformément à cette résolution, le CIPM décide que le BIPM doit informer les États qui ont été précédemment notifiés de l'accumulation d'arriérés au-delà de six années que les montants dus sont ceux équivalant aux six premières années d'arriérés.

Le CIPM décide que les montants versés par ces États qui constituent les arriérés accumulés au-delà de six années peuvent être pris en considération lors du calcul de leur contribution, et de leur contribution d'entrée, lorsqu'ils participent de nouveau aux activités de la Convention du Mètre.

Cette décision ne porte pas sur les avances associées faites par les États Membres, cette question devant être examinée séparément par le CIPM dans le cadre de la Résolution 5.

Dans la mesure où l'Iran était en défaut paiement depuis 1976, le respect de l'article 6 alinéa 8 du Règlement annexé à la Convention du Mètre aurait dû conduire à l'exclusion de ce dernier en 1983. Cependant, la pratique historique a conduit à l'accumulation d'arriérés indus pour 1 336 milliers d'euros sur la période 1983 – 2011.

Ainsi, à la suite de la décision du CIPM d'Octobre 2019, les arriérés indus afférents à la période 1983 – 2011 ont été annulés par la comptabilisation d'une perte sur créance irrécouvrable des créances de l'Iran au titre des contributions 1983 - 2011 pour un montant total de 1 331 milliers d'euros (Réévaluation des actifs dans le cadre de la Résolution 5).

Note 6 Souscriptions des États et Entités économiques associées

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2020	12 mois jusqu'au 31 décembre 2019
Souscriptions des Associés	1 022	935

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2020 est inférieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2020. La République du Bélarus est devenue État Membre et n'est donc plus État Associé à la CGPM en 2020.

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2019 était inférieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2019. L'Équateur est devenu État Membre et n'est donc plus un État Associé à la CGPM en 2019.

À l'actif, le détail des Souscriptions des États et Entités économiques associées restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019 (part non courante)	31 décembre 2019 (part courante)	31 décembre 2019 Total Valeur nominale
Autres États Associés	0	393	393
Total des Souscriptions des États Associés	0	393	393

(en milliers d'euros)	31 décembre 2020 (part non courante)	31 décembre 2020 (part courante)	31 décembre 2020 Total Valeur nominale
Autres États Associés	0	360	360
Total des Souscriptions des États Associés	0	360	360

Le total des Souscriptions restant dues est le suivant :

Souscriptions des autres États Associés (part courante)	360
Souscriptions restant dues	360

Note 7 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Créance de TVA	374	201
Charges constatées d'avance	196	201
Autres créances	37	26
Total des Autres créances	607	428

Note 8 Actifs financiers

Le détail de la juste valeur des actifs financiers est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Créances CPS	41	34
Obligations (part courante)	0	0
Obligations (part non courante)	828	833
Total	869	867

Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	Autres	Total
					31 décembre 2020
Trésorerie	1 433	971	7		2 411
Équivalents de trésorerie	17 070	90			17 160
Total	18 503	1 061	7		19 571

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	Autres	Total
					31 décembre 2019
Trésorerie	795	923	29		1 747
Équivalents de trésorerie	15 579	95			15 674
Total	16 374	1 018	29		17 421

Le détail de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Report de crédits engagés au budget d'exercices financiers postérieurs à l'exercice financier	391	296
Factures non parvenues au 31 décembre	124	143
Fournisseurs à payer	563	541
Dettes - Prestations liées au personnel	398	301
Créditeurs divers	303	276
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	1 587	849
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	83	95
Fonds de Réserve pour l'assurance maladie	242	242
Fonds de Réserve	6 240	6 178
Fonds non réservés (ex-Fonds d'Investissement)	9 640	8 499
Total	19 571	17 421

Note 10 Avantages du personnel

Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2020	2019
Traitements	4 851	4 678
Allocations familiales et sociales	901	1 014
Charges sociales	357	358
Charges de personnel courantes	6 109	6 050
Production immobilisée de l'exercice	(131)	(153)
Charges de personnel opérationnelles	5 978	5 897
Indemnités de subsistance du personnel en détachement au BIPM	71	260
Variation de la provision pour assurance maladie	1 933	1 508
Variation de la provision pour indemnité de départ à la retraite	33	39
Total des charges de personnel	8 015	7 464

Effectifs

	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Membres du personnel en contrat à durée indéterminée	65	66
Membres du personnel en contrat à durée déterminée	4	5
Personnel en détachement au BIPM	4	6
Total des effectifs	73	77

Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 550 milliers d'euros en 2020 et 2 550 milliers d'euros en 2019.

Avantages du personnel courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Provision pour congés annuels	391	296
Provision pour indemnité de départ à la retraite	49	7
Autres avantages du personnel courants	7	5
Total des avantages du personnel courants	447	308

Les variations de la provision pour congés annuels sont incluses dans les traitements.

Avantages du personnel non courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Provision pour indemnité de départ à la retraite	327	336
Provision pour assurance maladie	19 303	17 555
Total des avantages du personnel non courants	19 630	17 891

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

En 2019, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au minimum tous les cinq ans, la précédente révision ayant eu lieu en 2014. Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel.

Les tableaux ci-après présentent l'évolution des engagements au titre de l'assurance maladie, les montants comptabilisés dans l'État de la situation financière, dans l'État de la performance financière, l'évolution des gains et pertes actuariels ainsi que les principales hypothèses actuarielles retenues.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Provision pour assurance maladie	19 303	17 555
Provision pour assurance maladie	19 303	17 555

Dans l'État de la performance financière

Coût des services rendus	769	701
Intérêts sur l'obligation	137	254
(Gains) pertes actuariels	1 027	553
Variation de la provision pour assurance maladie	1 933	1 508

Principales hypothèses actuarielles (exprimées en moyennes pondérées)

Taux d'actualisation à la clôture (Indice Iboxx corporates AA 10+)	0,35 %	0,8 %
Inflation des coûts médicaux (inflation médicale pure, l'effet du vieillissement de la population est pris en compte par le modèle)	2,02 %	2,02 %

L'hypothèse d'évolution des coûts médicaux retenue a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière. Une variation d'un point de pourcentage dans l'hypothèse d'évolution des coûts médicaux aurait les effets suivants :

(en milliers d'euros)	Augmentation d'un point de pourcentage	Diminution d'un point de pourcentage
Impact sur la provision pour assurance maladie	6 400	(4 639)

Note 11 Autres créiteurs courants

Le détail des Autres créiteurs courants restant dus à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	1 587	849
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	83	95
Dette Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	0	0
Autres	267	260
Total des Autres créiteurs courants	1 937	1 204

Note 12 Autres produits

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2020	12 mois jusqu'au 31 décembre 2019
Autres produits		
<i>Metrologia</i>	130	136
Produits d'intérêt	13	17
Dons	61	205
Frais d'inscription réunions	0	25
Variation de juste valeur des actifs financiers	0	0
Vente de prototypes	0	56
Désactualisation financière	0	0
Produits d'écart de change	0	50
Autres	4	58
Total des autres produits	208	547

Dons

Le BIPM a reçu un don en 2017, 2018, 2019 et 2020 pour la participation de l'*International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) au secrétariat du Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire (JCTLM) pour un montant de 52 milliers d'euros, 45 milliers d'euros, 53 milliers d'euros et 50 milliers d'euros respectivement.

En 2020, il a en complément perçu un don de 6 milliers d'euros de la part d'EURAMET dans le cadre du programme CBKT pour un atelier sur la KCDB 2.0.

En 2019, il a en complément perçu un don de 56 milliers d'euros de la part du NPL (Royaume-Uni) dans le cadre du programme Clean Air CBKT. Dans le cadre de ce même programme, il a perçu un don de 27 milliers d'euros de la part de la PTB (Allemagne) et un don de 76 milliers d'euros de la part du NIST (États-Unis).

Vente de prototypes

Aucune vente de prototype n'a été réalisée en 2020.

Note 13 Services généraux

Les charges de services généraux sont détaillées ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2020	12 mois jusqu'au 31 décembre 2019
Services généraux		
Chauffage, eau, électricité	267	286
Assurances	40	39
Publications	4	8
Frais de bureau	124	149
Frais de réunions	3	175
Capacity Building Knowledge Transfer Program	6	52
Voyages et transport de matériel	90	240
Bibliothèque	23	27
Bureau du Comité	4	13
Total des services généraux	561	989

En 2020, les frais de réunions ont été moins élevés qu'en 2019 du fait de la crise sanitaire internationale.

Note 14 Autres charges opérationnelles

Le détail des autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2020	12 mois jusqu'au 31 décembre 2019
Autres charges opérationnelles		
Variation des stocks	(23)	53
Platine iridié	0	0
Audit/revue	123	66
Variation de juste valeur des actifs financiers	0	0
Désactualisation financière	0	0
Charges d'écarts de change	58	1
Valeur nette des immobilisations mises au rebut ou cédées	3	39
Autres	2	0
Total des autres charges opérationnelles	163	159

Note 15 Dettes fournisseurs courantes

(en milliers d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Fournisseurs français	530	513
Fournisseurs étrangers	33	28
Total des Dettes fournisseurs	563	541

Les factures des fournisseurs sont enregistrées à leur date d'émission et concernent tous les fournisseurs autres que les employés du BIPM.

Les montants négatifs correspondent à des avoirs qui devront être remboursés au BIPM par les fournisseurs ou à des acomptes versés en 2020 sur des livraisons ou des prestations qui auront lieu en 2021.

Note 16 Maintenance des bâtiments

(en milliers d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Contrats de services	271	301
Autres dépenses	143	159
Total Maintenance des bâtiments	414	460

EXÉCUTION DU BUDGET 2020

(en milliers d'euros)	Montants réalisés 2020	Budget 2020	Différence
PRODUITS/REVENUE	A	B	A-B
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	12 446	12 357	89
2. Accessions prévues/ <i>Projected accessions</i>	57	398	(341)
3. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	1 022	629	393
4. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	78	105	(27)
5. <i>Metrologia</i>	130	120	10
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 733	13 609	124
CHARGES/EXPENSES			
A. Personnel/Staff	6 180	6 987	(807)
A.5 Fournisseurs sous contrats /Contract suppliers	271	344	(73)
	6 451	7 331	(880)
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 550	2 550	
C. Fonctionnement/Site expenses			
C.1 Frais généraux/ <i>Site services</i>	307	343	(36)
C.2 Frais de bureau/ <i>Office services</i>	115	156	(41)
C.3 Bibliothèque/ <i>Library</i>	23	32	(9)
C.4 Informatique/ <i>IT</i>	103	110	(7)
C.5 Plateforme informatique ILC/ <i>ILC IT Platform</i>	57	75	(18)
C.6 Bâtiments (entretien et rénovation)/ <i>Buildings (maintenance and renovation)</i>	143	170	(27)
	748	887	(139)
D. Coordination et communication/Coordination and communication			
D.1 Publications / <i>Publications</i>	12	22	(10)
D.2 Frais de réunion / Cost of meetings	6	227	(221)
D.3 Voyages / <i>Travels</i>	6	73	(67)
	24	322	(298)
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses			
E.1 Laboratoires / <i>Laboratory operating</i>	506	554	(48)
E.2 Atelier / <i>Workshop</i>	40	45	(5)
E.3 Voyages / <i>Travels</i>	15	114	(99)
E.4 Transport de matériel / <i>Transport of material</i>	14	45	(31)
	575	758	(183)
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	908	923	(15)
G. Investissements - site/Site investment			
G.1 Investissements - informatique / <i>IT capital</i>	19	25	(6)
G.2 Investissements - bâtiments / <i>Building capital</i>	225	337	(112)
	244	362	(118)
H. Divers/Miscellaneous	264	306	(42)
TOTAL DES DEPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	11 764	13 439	(1 675)
SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE / BUDGET SURPLUS/DEFICIT	1 969	170	1 799

Le budget de l'année 2020 a été approuvé par le CIPM en octobre 2019 (Décision CIPM/108-48) et révisé en juillet 2020 (Décision CIPM/109-06). Il incluait un total de dépenses pour 2020 d'un montant de 13 439 milliers d'euros et un total de produits de 13 609 milliers d'euros.

Exécution du budget

Produits

Le montant des produits correspond au total des produits opérationnels figurant dans l'État de la performance financière à l'exception des produits d'écarts de change, de désactualisation financière et des variations de juste valeur.

Dépenses

Le montant des dépenses correspond au total des charges opérationnelles figurant dans l'État de la performance financière à l'exception :

- des dotations aux amortissements,
- de la variation des stocks et travaux en cours,
- des variations des provisions telles que la provision pour assurance maladie, la provision pour congés payés,
- de la subvention des cotisations à l'assurance maladie des pensionnés prélevée sur le Fonds de réserve pour l'assurance maladie,
- des coûts de personnel imputés au développement d'immobilisations au cours de l'exercice,
- des charges d'écarts de change,
- de la désactualisation financière,
- des variations de juste valeur,
- des moins-values de cession des immobilisations,

auquel il convient d'ajouter les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice.

Charges

Le montant des charges correspond aux dépenses :

- moins les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice,
- plus les amortissements.

L'exécution du budget de l'année 2020 fait ressortir un résultat net de 1 969 milliers d'euros.

3. — CONTRIBUTIONS PAYÉES EN 2020 (EUROS)

États membres / Member states	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
		2018	2019	2020	2021
Afrique du Sud / South Africa	19/06/2020			56 372	
Allemagne / Germany	03/03/2020			941 846	
Arabie saoudite / Saudi Arabia	17/07/2020			193 028	
Arabie saoudite / Saudi Arabia	10/12/2020				179 437
Argentine / Argentina	13/01/2020	126 775	10 000		
Australie / Australia	08/05/2020			339 175	
Autriche / Austria	27/11/2020				103 663
Belgique / Belgium	16/04/2020			123 627	
Brésil / Brazil	13/08/2020		247 349		
Bulgarie / Bulgaria	29/09/2020			56 372	
Canada	22/01/2020		4 805	415 376	
Canada	24/11/2020				418 632
Chili / Chile	04/05/2020		56 326	10 569	
Chine / China	01/09/2020			1 133 807	
Colombie / Colombia	24/09/2020			56 372	
Croatie / Croatia	24/01/2020			56 372	
Danemark / Denmark	10/02/2020			85 283	
Égypte / Egypt	06/03/2020		56 306		
Égypte / Egypt	02/07/2020			56 372	
Émirats arabes unis / United Arab Emirates	29/01/2020			101 231	
Espagne / Spain	08/05/2020			304 835	
États-Unis d'Amérique / United States of America	25/05/2020		791 638		
États-Unis d'Amérique / United States of America	24/08/2020			349 937	
Fédération de Russie / Russian Federation	27/01/2020		44 928	292 195	
Finlande / Finland	10/01/2020			63 087	
Finlande / Finland	23/11/2020				64 464
France	27/02/2020			654 354	
Grèce / Greece	01/04/2020			46 188	
Hongrie / Hungary	04/02/2020			56 372	
Hongrie / Hungary	11/12/2020				57 783
Inde / India					
Indonésie / Indonesia					
Irak / Iraq					
Iran (République islamique d') / Iran (Islamic Republic of)					
Irlande / Ireland	24/11/2020				57 783
Israël / Israel	16/07/2020		60 702		
Israël / Israel	11/12/2020			87 647	
Italie / Italy	31/01/2020			472 108	
Japon / Japan	17/04/2020			1 121 190	
Kazakhstan	09/04/2020			56 372	
Kenya	10/02/2020			56 372	
Lituanie / Lithuania	11/12/2020				57 783
Malaisie / Malaysia	02/07/2020			56 372	
Mexique / Mexico	17/07/2020			170 501	
Mexique / Mexico	02/12/2020			18 080	
Monténégro / Montenegro	05/11/2020				57 783
Norvège / Norway	23/12/2020				115 453
Nouvelle-Zélande / New Zealand	14/02/2020			56 372	
Pakistan	09/03/2020	35 175			
Pakistan	01/06/2020	14 719			
Pays-Bas / Netherlands	14/02/2020			201 323	
Pologne / Poland	15/12/2020				122 803
Portugal	08/12/2020				57 783
République de Corée / Republic of Korea	01/04/2020		29 291	234 491	
Roumanie / Romania	03/07/2020			56 372	
Royaume-Uni / United Kingdom	05/03/2020			752 642	
Serbie / Serbia	24/01/2020			56 372	
Singapour / Singapore	18/03/2020			83 708	
Slovaquie / Slovakia	22/12/2020				57 783
Slovénie / Slovenia	02/11/2020				57 783
Suède / Sweden	28/12/2020			139 338	
Suisse / Switzerland	21/01/2020			170 186	
Suisse / Switzerland	19/05/2020			17 352	
Tchéquie / Czechia	30/01/2020			56 372	
Thaïlande / Thailand	12/02/2020			56 372	
Thaïlande / Thailand	28/12/2020				57 783
Tunisie / Tunisia	16/07/2020	56 687			
Tunisie / Tunisia	24/12/2020		56 306		
Turquie / Turkey	24/12/2020			63 516	
Turquie / Turkey	30/12/2020			207 850	
Ukraine	02/07/2020			56 372	
Uruguay / Uruguay					
Total		233 356	1 387 651	9 640 050	1 466 716

Contributions		12 177 878	12 209 883	12 446 006	
---------------	--	------------	------------	------------	--

États ayant adhéré après la 26e réunion de la CGPM (2018)
States having acceded after the 26th meeting of the CGPM (2018)

Bélarus / Belarus	12/06/2020				57 211
Équateur / Ecuador					
Maroc / Morocco	06/01/2020		112 612*		
Maroc / Morocco	30/03/2020				57 211

* Contribution d'entrée incluse / Included entrance contribution

4. — CONTRIBUTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2020 (EUROS)

États membres / Member states	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS		
	2018	2019	2020
Afrique du Sud / South Africa			
Allemagne / Germany			
Arabie saoudite / Saudi Arabia			
Argentine / Argentina		115 922	151 098
Australie / Australia			
Autriche / Austria			
Belgique / Belgium			
Bésil / Brazil		292 338	352 831
Bulgarie / Bulgaria			
Canada			
Chili / Chile			56 326
Chine / China			
Colombie / Colombia			
Croatie / Croatia			
Danemark / Denmark			
Égypte / Egypt			
Émirats arabes unis / United Arab Emirates			
Espagne / Spain			
États-Unis d'Amérique / United States of America			771 253
Fédération de Russie / Russian Federation			
Finlande / Finland			
France			
Grèce / Greece			
Hongrie / Hungary			
Inde / India			148 456
Indonésie / Indonesia			93 246
Irak / Iraq			56 372
Iran (République islamique d') / Iran (Islamic Republic of)			
Irlande / Ireland			
Israël / Israel			
Italie / Italy			
Japon / Japan			
Kazakhstan			
Kenya			
Lituanie / Lithuania			
Malaisie / Malaysia			
Mexique / Mexico			
Monténégro / Montenegro			
Norvège / Norway			
Nouvelle-Zélande / New Zealand			
Pakistan	6 793	56 306	56 372
Pays-Bas / Netherlands			
Pologne / Poland			
Portugal			
République de Corée / Republic of Korea			164 010
Roumanie / Romania			
Royaume-Uni / United Kingdom			
Serbie / Serbia			
Singapour / Singapore			
Slovaquie / Slovakia			
Slovénie / Slovenia			
Suède / Sweden			
Suisse / Switzerland			
Tchéquie / Czechia			
Thaïlande / Thailand			
Tunisie / Tunisia			56 372
Turquie / Turkey			
Ukraine			
Uruguay / Uruguay			56 372
Total	6 793	464 566	1 962 708

Contributions	12 177 878	12 209 883	12 446 006
---------------	------------	------------	------------

États ayant adhéré après la 26^e réunion de la CGPM (2018)
States having acceded after the 26th meeting of the CGPM (2018)

Bélarus / Belarus			
Équateur / Ecuador			57 211
Maroc / Morocco			

5. — SOUSCRIPTIONS PAYÉES EN 2020 (EUROS)

Associés / Associates	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021
Albanie / Albania	11/06/2020					12 352	
Azerbaïdjan / Azerbaijan	24/08/2020			11 980			
Bangladesh							
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)	07/02/2020					12 191	158
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina	21/01/2020					12 357	
Botswana							
CARICOM	06/02/2020				8 060		
CARICOM	14/09/2020					10 710	
Costa Rica	24/01/2020					45 859	5 631
Cuba	17/01/2020	19 879	30 121				
Estonie / Estonia	20/03/2020					51 490	
Éthiopie / Ethiopia	21/10/2020					12 340	
Géorgie / Georgia	08/12/2020					12 357	
Ghana							
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)	21/01/2020					67 021	
Jamaïque / Jamaica	02/03/2020					12 357	
Jamaïque / Jamaica	09/03/2020	21 468					
Koweït / Kuwait	08/07/2020					36 073	
Lettonie / Latvia	15/12/2020						52 005
Luxembourg	30/01/2020					12 357	
Macédoine du Nord / North Macedonia	02/10/2020					12 357	
Malte / Malta	10/01/2020					12 357	
Malte / Malta	16/12/2020						12 480
Maurice / Mauritius	19/03/2020					12 357	
Mongolie / Mongolia	29/06/2020					12 357	
Namibie / Namibia							
Oman	17/06/2020					18 837	
Ouzbékistan / Uzbekistan	12/08/2020					12 357	
Panama	30/11/2020		537	50 675	50 675	51 490	
Paraguay							
Pérou / Peru	26/05/2020					47 753	
Philippines							
Qatar	20/02/2020					47 337	
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic	16/12/2020					12 357	
République de Moldova / Republic of Moldova	03/12/2020					12 357	
Seychelles							
Soudan / Sudan							
Sri Lanka	17/02/2020				11 980	12 357	
Taipei chinois / Chinese Taipei	14/04/2020					107 006	
Tanzanie / Tanzania	13/03/2020					12 340	
Viet Nam	19/03/2020					51 490	
Zambie / Zambia	10/09/2020					12 357	
Zimbabwe	03/01/2020		9 451				
Total		41 347	40 109	62 655	70 715	744 929	70 274
Souscriptions / Subscriptions		928 342	1 115 833	989 106	986 168	1 073 940	
Cambodge / Cambodia	23/12/2020						12 480

6. — SOUSCRIPTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2020 (EUROS)

Associés / Associates	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
	2017	2018	2019	2020
Albanie / Albania				
Azerbaïdjan / Azerbaijan			11 980	12 357
Bangladesh				12 357
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)				
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina				
Botswana				12 357
CARICOM				
Costa Rica				
Cuba	20 554	50 675	50 675	51 490
Estonie / Estonia				
Éthiopie / Ethiopia				
Géorgie / Georgia				
Ghana				12 357
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)				
Jamaïque / Jamaica				
Koweït / Kuwait				
Lettonie / Latvia				
Luxembourg				
Macédoine du Nord / North Macedonia				
Malte / Malta				
Maurice / Mauritius				
Mongolie / Mongolia				
Namibie / Namibia				12 357
Oman				
Ouzbékistan / Uzbekistan				
Panama				
Paraguay				
Pérou / Peru				4 485
Philippines				22 716
Qatar				
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic				
République de Moldova / Republic of Moldova				
Seychelles			11 980	12 357
Soudan / Sudan			11 980	12 357
Sri Lanka				
Taipei chinois / Chinese Taipei				
Tanzanie / Tanzania				
Viet Nam				
Zambie / Zambia				
Zimbabwe	2 529	11 980	11 980	12 357
Total	23 083	62 655	98 595	177 547
Souscriptions / Subscriptions	1 115 833	989 106	986 168	1 022 450

7. — BUDGET POUR 2021

(en milliers d'euros)

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États Membres/Contributions from Member States	12 480
2. Contributions des États Membres/Projected accessions	402
3. Souscriptions des Associés/Subscriptions from Associates	635
4. Recettes diverses/Miscellaneous income	225
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 742
CHARGES/EXPENSES	
A. Personnel/Staff	7 262
A5. Fournisseurs sous contrat/Contract suppliers	357
	7 619
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 600
C. Fonctionnement - site/Site expenses	
C.1 Frais généraux/Site services	
C.2 Frais de bureau/Office services	
C.3 Bibliothèque/Library	
C.4 Informatique/IT	
C.5 Plateforme informatique ILC/ILC IT platform	
C.6 Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)	
	891
D. Coordination et communication/Coordination and communication	
D.1 Publications/Publications	
D.2 Frais de réunion/Cost of meetings	
D.3 CBKT	
D.4 Voyages/Travels	
	331
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses	
E.1 Laboratoires/Laboratory operating	
E.2 Atelier/Workshop	
E.3 Voyages/Travels	
E.4 Transport de matériel/Transport of material	
	786
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	635
G. Investissements - site/Site investment	
G.1 Investissements - informatique/IT capital	
G.2 Investissements - bâtiments/Building capital	
	482
H. Divers/Miscellaneous	260
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	13 604
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	138

Le budget pour 2021 du tableau 7 ci-dessus se fonde sur les propositions développées en 2018 et présentées à la CGPM à sa 26^e réunion (2018).

Le tableau 8 de répartition de la dotation pour 2021 indiqué ci-après se fonde sur des informations plus actuelles concernant la situation des États Membres et des États et Entités économiques associés.

8. — TABLEAU DE RÉPARTITION DE LA DOTATION POUR 2021

État Membre		Barème ONU 2019-2021	Contribution pour 2021/€	Member State
Afrique du Sud	*	0,272	57 783	South Africa
Allemagne		6,090	932 504	Germany
Arabie saoudite		1,172	179 457	Saudi Arabia
Argentine		0,915	140 105	Argentina
Australie		2,210	338 396	Australia
Autriche		0,677	103 663	Austria
Belgique		0,821	125 712	Belgium
Brésil		2,948	451 399	Brazil
Bulgarie	*	0,046	57 783	Bulgaria
Canada		2,734	418 632	Canada
Chili		0,407	62 320	Chile
Chine	*	12,005	1 154 908	China
Colombie	*	0,288	57 783	Colombia
Croatie	*	0,077	57 783	Croatia
Danemark		0,554	84 829	Denmark
Égypte	*	0,186	57 783	Egypt
Émirats arabes unis		0,616	94 322	United Arab Emirates
Espagne		2,146	328 597	Spain
États-Unis d'Amérique	*	22,000	1 154 908	United States of America
Fédération de Russie		2,405	368 255	Russian Federation
Finlande		0,421	64 464	Finland
France		4,427	677 865	France
Grèce	*	0,366	57 783	Greece
Hongrie	*	0,206	57 783	Hungary
Inde		0,834	127 703	India
Indonésie		0,543	83 144	Indonesia
Irak	*	0,129	57 783	Iraq
Iran (République islamique d')		0,398	60 942	Iran (Islamic Republic of)
Irlande	*	0,371	57 783	Ireland
Israël		0,490	75 029	Israel
Italie		3,307	506 370	Italy
Japon	*	8,564	1 154 908	Japan
Kazakhstan	*	0,178	57 783	Kazakhstan
Kenya	*	0,024	57 783	Kenya
Lituanie	*	0,071	57 783	Lithuania
Malaisie	*	0,341	57 783	Malaysia
Mexique		1,292	197 832	Mexico
Monténégro	*	0,004	57 783	Montenegro
Norvège		0,754	115 453	Norway
Nouvelle-Zélande	*	0,291	57 783	New Zealand
Pakistan	*	0,115	57 783	Pakistan
Pays-Bas		1,356	207 632	Netherlands
Pologne		0,802	122 803	Poland
Portugal	*	0,350	57 783	Portugal
République de Corée		2,267	347 124	Republic of Korea
Roumanie	*	0,198	57 783	Romania
Royaume-Uni		4,567	699 302	United Kingdom
Serbie	*	0,028	57 783	Serbia
Singapour		0,485	74 263	Singapore
Slovaquie	*	0,153	57 783	Slovakia
Slovénie	*	0,076	57 783	Slovenia
Suède		0,906	138 727	Sweden
Suisse		1,151	176 242	Switzerland
Tchéquie	*	0,311	57 783	Czechia
Thaïlande	*	0,307	57 783	Thailand
Tunisie	*	0,025	57 783	Tunisia
Turquie		1,371	209 928	Turkey
Ukraine	*	0,057	57 783	Ukraine
Uruguay	*	0,087	57 783	Uruguay
Sous-total		96,192	12 480 091	Subtotal

États ayant adhéré après la 26^e réunion de la CGPM (2018)

Bélarus	*	0,049	57 783	Belarus
Équateur	*	0,080	57 783	Ecuador
Maroc	*	0,055	57 783	Morocco
Total			12 653 439	Total

*. État Membre au maximum ou au minimum de la contribution

9. — TABLEAU DES SOUSCRIPTIONS DES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE POUR 2021

Associé	Barème ONU 2019-2021	Souscription pour 2021/€	Associate
Albanie	0,008	12 480	Albania
Azerbaïdjan	0,049	12 480	Azerbaijan
Bangladesh	0,010	12 480	Bangladesh
Bolivie (État plurinational de)	0,016	12 480	Bolivia (Plurinational State of)
Bosnie-Herzégovine	0,012	12 480	Bosnia and Herzegovina
Botswana	0,014	12 480	Botswana
Costa Rica	# 0,062	52 005	Costa Rica
Cuba	# 0,080	52 005	Cuba
Estonie	# 0,039	52 005	Estonia
Éthiopie	0,010	12 480	Ethiopia
Géorgie	0,008	12 480	Georgia
Ghana	0,015	12 480	Ghana
Jamaïque	0,008	12 480	Jamaica
Koweït	0,252	38 586	Kuwait
Lettonie	# 0,047	52 005	Latvia
Luxembourg	0,067	12 480	Luxembourg
Macédoine du Nord	0,007	12 480	North Macedonia
Malte	0,017	12 480	Malta
Maurice	0,011	12 480	Mauritius
Mongolie	0,005	12 480	Mongolia
Namibie	0,009	12 480	Namibia
Oman	0,115	17 609	Oman
Ouzbékistan	0,032	12 480	Uzbekistan
Panama	# 0,045	52 005	Panama
Paraguay	0,016	12 480	Paraguay
Pérou	# 0,152	52 005	Peru
Philippines	# 0,205	52 005	Philippines
Qatar	0,282	43 180	Qatar
République arabe syrienne	0,011	12 480	Syrian Arab Republic
République de Moldova	0,003	12 480	Republic of Moldova
Seychelles	0,002	12 480	Seychelles
Soudan	0,010	12 480	Sudan
Sri Lanka	0,044	12 480	Sri Lanka
Tanzanie	0,010	12 480	Tanzania
Viet Nam	# 0,077	52 005	Viet Nam
Zambie	0,009	12 480	Zambia
Zimbabwe	0,005	12 480	Zimbabwe
Total États Associés	1,764	839 894	Total Associate States

Entités économiques Associées			Associate Economies
CARICOM	*	0,062	CARICOM
Hong Kong, Chine	**	0,326	Hong Kong, China
Taipei chinois	**	0,530	Chinese Taipei
Total Entités économiques associées		140 565	Total Associate Economies

Total Associés	980 459	Total Associates
-----------------------	----------------	-------------------------

#. Souscription augmentée progressivement conformément à la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion (2011)

*. Somme des coefficients ONU des onze États participants

** . Calcul effectué à partir des données du PIB

10. — ÉTATS FINANCIERS DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DU BIPM 2019

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres CEDEX
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2020

Exercice clos le 31 décembre 2020

Mesdames, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité international des poids et mesures (CIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour l'ensemble des organisations, particulièrement sur leur activité et leur financement. Certaines de ces mesures, notamment les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur votre organisation interne et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures (BIPM), ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2020 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du management de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Caisse de retraite et prévoyance du BIPM au 31 décembre 2020, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'observation suivante :

Les engagements de la Caisse en termes de pensions de retraite et de réversion et d'indemnités de départ à la retraite ont été calculés sur la base d'hypothèses conformes aux statuts et règlements de la caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures
Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2020
27 mai 2021

Les fonds du BIPM ne couvrent pas l'engagement global de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. La couverture de celui-ci repose donc sur la gestion actif/passif et le soutien des Etats Membres.

Paris La Défense, le 27 mai 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Actifs			
Actifs non courants			
Actifs du régime	9	17 653	16 246
Actifs non courants		17 653	16 246
Actifs courants			
Actifs du régime	9	0	0
Autres créances	10	4	10
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	1 000	2 020
Actifs courants		1 004	2 030
Total Actifs		18 657	18 276
Actif net			
Résultat de l'exercice		(15 246)	(21 321)
Variation de juste valeur		876	3 159
Autres réserves		(123 764)	(102 443)
Actif net		(138 134)	(120 605)
Passifs			
Passifs non courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	146 573	131 911
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises	8	7 123	3 667
Passifs non courants		153 696	135 578
Passifs courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	2 964	3 159
Autres dettes	11	131	146
Passifs courants		3 095	3 305
Total Passifs		156 791	138 883

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2020	2019
Produits opérationnels			
Contributions des États Membres	5	2 550	2 550
Cotisations des membres du personnel du BIPM	6	702	667
Produits des placements	9	31	114
Autres produits opérationnels	12	2 652	211
Total des produits opérationnels		5 935	3 542
Charges opérationnelles			
Pensions	7	3 070	3 162
Variation de la provision pour pensions	8	17 924	21 412
Autres charges opérationnelles	13	187	175
Total des charges opérationnelles		21 181	24 749
Résultat des activités opérationnelles		(15 246)	(21 207)
Charges financières			(114)
Résultat des activités ordinaires		(15 246)	(21 321)
Résultat de l'exercice		(15 246)	(21 321)

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2014	10 897	1 627	(68 457)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(10 897)		10 897
Variation de juste valeur		50	
Résultat de l'exercice	(43 247)		
Solde au 31 décembre 2014	(43 247)	1 677	(57 560)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	43 247		(43 247)
Variation de juste valeur		341	
Résultat de l'exercice	9 062		
Solde au 31 décembre 2015	9 062	2 018	(100 807)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(9 062)		9 062
Variation de juste valeur		82	
Résultat de l'exercice	(18 200)		
Solde au 31 décembre 2016	(18 200)	2 100	(91 745)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	18 200		(18 200)
Variation de juste valeur		96	
Résultat de l'exercice	315		
Solde au 31 décembre 2017	315	2 196	(109 945)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(315)		315
Variation de juste valeur		(650)	
Résultat de l'exercice	7 186		
Solde au 31 décembre 2018	7 186	1 546	(109 630)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(7 186)		7 186
Variation de juste valeur		1 613	
Résultat de l'exercice	(21 321)		
Solde au 31 décembre 2019	(21 321)	3 159	(102 444)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	21 321		(21 321)
Variation de juste valeur		(2 282)	
Résultat de l'exercice	(15 246)		
Solde au 31 décembre 2020	(15 246)	876	(123 765)

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2020	2019
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions des États Membres		2 550	2 550
Cotisations des membres du personnel du BIPM		698	663
Pensions		(3 003)	(3 442)
Autres charges opérationnelles		(259)	(187)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		(14)	(416)
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Sorties de trésorerie pour acheter de nouveaux actifs financiers		(17 662)	(514)
Recettes des actifs détenus jusqu'à échéance et de la vente d'actifs financiers		16 625	1 679
Produits des placements		31	114
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		(1 006)	1 279
Flux de trésorerie des activités de financement			
		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		(1 020)	863
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	1 000	2 020

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a été instituée, en 1901, par la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) lors de sa 3^e réunion au bénéfice des membres du personnel du Bureau international des poids et mesures (BIPM) ; son administration a été confiée, par la Conférence générale des poids et mesures lors de sa 10^e réunion, au Comité international des poids et mesures (CIPM).

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a pour vocation le paiement aux membres du personnel du BIPM des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues en vertu du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, à l'exclusion de tout autre paiement.

Administration de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Politique d'investissement

Le CIPM est chargé de définir la politique d'investissements des avoirs de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Placements

Le directeur est chargé, dans le cadre des principes retenus par le CIPM, de veiller aux placements financiers des ressources affectées à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ; il peut prendre, à cet effet, toute mesure visant à assurer la mise en œuvre de ces principes.

Rapport annuel

Le directeur adresse chaque année au CIPM, dans le cadre de l'approbation des comptes du BIPM, le détail des placements réalisés et de la situation financière de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Garantie des États Membres

Les États Membres du BIPM garantissent collectivement et solidairement le paiement des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. En cas de transformation ou de dissolution du BIPM, les États Membres prennent les mesures nécessaires pour assurer sans interruption le service des pensions, allocations, indemnités ou de toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, jusqu'à l'extinction des droits du dernier bénéficiaire de ces prestations.

Cotisations et contributions

Les ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont constituées :

- d'une cotisation obligatoire prélevée mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel en activité, y compris des membres du personnel bénéficiant de logements de fonction, et sur les allocations d'invalidité des membres du personnel mis en invalidité ;

- de contributions des États Membres, votées au titre de la dotation et affectées par le CIPM lors de l'adoption des budgets annuels du BIPM ;
- des intérêts des cotisations et contributions tirés du placement des actifs financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les cotisations des membres du personnel et les contributions des États Membres sont destinées à maintenir l'équilibre actuariel de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM à long terme.

Le taux de cotisation est révisable tous les cinq ans, sur la base d'une étude actuarielle réalisée à la demande du directeur du BIPM.

Conditions d'ancienneté pour bénéficier d'une pension de retraite

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après 7 années de service, à une pension de retraite.

Un membre du personnel cessant ses fonctions avant l'âge normal de départ à la retraite peut demander à ce que la liquidation de la pension de retraite soit :

- différée jusqu'au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge normal de départ à la retraite ;
- ou anticipée et immédiate, sous réserve qu'il ait atteint, au moins, l'âge de 50 ans pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 ou 55 ans pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010. Dans ce cas, la pension de retraite anticipée est réduite en fonction de l'âge du membre du personnel au moment de la liquidation de ses droits selon les barèmes figurant dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*.

Allocation de départ

Tout membre du personnel, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 3 fois le montant des cotisations prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, majorées d'un intérêt de 4 % l'an.

Tout membre du personnel, recruté après le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 2,25 fois le montant des cotisations en *points* prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, la conversion des *points* en euros s'effectuant au taux en vigueur à la date de cessation de fonctions du membre du personnel pour le décompte des traitements du personnel en activité.

Événements significatifs de l'exercice

L'épidémie de la Covid-19 qui est intervenue sur l'exercice 2020 a accru la volatilité des marchés financiers.

Toutefois, la valeur du portefeuille d'actifs financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM au 31 décembre 2020 est supérieure à celle au 31 décembre 2019.

Note 2 Adoption des nouvelles règles comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'IPSASB, et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2020 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et donc sans effet sur les états financiers).

Note 3 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Ils ont été établis sur la base du coût historique, sauf pour la valeur actualisée des prestations de retraite qui a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projeté.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les Statut et Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du personnel du Bureau international des poids et mesures qui ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Monnaie fonctionnelle et de présentation

L'unité de compte de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est l'euro. Par conséquent, les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont préparés en euros et présentés en milliers d'euros.

Devises

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière en Autres produits opérationnels ou en Autres charges opérationnelles.

Actifs du régime

Les actifs du régime comprennent des obligations et des fonds communs de placement investis dans des actions et des obligations.

Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est fournie dans les notes aux états financiers.

La politique suivie par la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM en matière de gestion des actifs financiers s'inscrit sur le long terme. C'est pourquoi les fonds communs de placement sont classés en actifs financiers non courants.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est indiquée dans les notes aux états financiers.

Risques financiers

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est exposée à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

• Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

• Risque de crédit

Le risque de crédit de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et des cotisations par les membres du personnel du BIPM, ces paiements étant effectués par le biais du BIPM. Le risque de crédit est donc lié au risque de défaut de paiement du BIPM.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Prestations de retraite

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est un régime de retraite à prestations définies. Les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES* ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Il existe trois règlements, l'un applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés avant le 1^{er} janvier 2010, le deuxième applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2010 et le troisième applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2017.

En 2019, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les 5 ans.

Il est procédé à une évaluation actuarielle de la provision pour pensions à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer les obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel du BIPM, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après sept années de service, à une pension de retraite, dont le montant est fonction du nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 63^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur ou égal à 45 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 62^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 45 ans et inférieur ou égal à 50 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 61^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 50 ans et inférieur ou égal à 55 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 60^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 55 ans au 1^{er} janvier 2010.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,02 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel en *points* correspondant au grade et à l'échelon occupés par le membre du personnel pendant six mois au moins avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, au grade et à l'échelon les plus élevés occupés pendant au moins six mois au cours de sa carrière au BIPM.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le 65^e anniversaire du membre du personnel.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,019 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 36 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 36 mois.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2017 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 65^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur ou égal à 57 ans au 1^{er} janvier 2017 ;
- 66^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 52 ans et inférieur à 57 ans au 1^{er} janvier 2017;
- 67^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur à 52 ans au 1^{er} janvier 2017.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$N \times 0,019 \times S \times 1,085$.

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 36,84.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 60 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 60 mois.

Emprunts

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas d'emprunt. Si le CIPM décidait le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés en charges lors de leur survenance.

Note 4 Estimations et jugements

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des provisions pour pensions, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Chaque année, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM fait appel à un actuaire indépendant pour estimer ces hypothèses.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 5 Contributions des États Membres

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 550 milliers d'euros en 2019 et 2 550 milliers d'euros en 2020.

Note 6 Cotisations des membres du personnel du BIPM

Les cotisations obligatoires sont prélevées mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel du BIPM en activité ainsi que sur les allocations d'invalidité des membres du personnel du BIPM en invalidité. Le taux de cotisation s'élève à 11,5 % en 2017 ; 12,5% en 2018 ; 13,5% en 2019 ; 14,5% en 2020 et sera de 15,5% en 2021 pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2017. Il est de 15 % pour les membres du personnel recrutés à compter du 1^{er} janvier 2017. Il était de 10 % pour tous les membres du personnel jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant des cotisations s'élève à 702 milliers d'euros en 2020 contre 667 milliers d'euros en 2019.

Elles concernent les effectifs du BIPM suivants :

	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté > 7 ans)	47	48
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté < 7 ans)	22	23
Total des effectifs	69	71

Note 7 Pensions

Les pensions servies s'élèvent à 3 162 milliers d'euros en 2019 et 3 070 milliers d'euros en 2020 .

Le détail du nombre de pensions servies est présenté ci-après :

	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Pensions de retraite	52	54
Pensions de réversion	12	14
Pensions différées	8	7
Pensions d'orphelin	2	3
Allocations d'invalidité	1	1
Total du nombre de pensions servies	75	79

Note 8 Provision pour pensions

	31 décembre 2020	31 décembre 2019
(en milliers d'euros)		
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part non courante)	65 670	64 949
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part courante)	2 964	3 159
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les membres du personnel actifs (ancienneté > 7 ans) (part non courante)	80 903	66 962
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	149 537	135 070
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises (ancienneté < 7 ans) (non courante)	7 123	3 667
Provision pour pensions	156 660	138 737
<i>Dans l'État de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	4 990	4 018
Charge d'intérêt	1 084	1 832
Prestations payées	(3 066)	(3 511)
(Gains) pertes actuariels	14 916	18 722
Variation de la provision pour pensions	17 924	21 061
<i>Principales hypothèses actuarielles</i>		
<i>- Hypothèses économiques</i>		
Valeur du point	1,1995	1,1971
Taux d'actualisation (Indice Iboxx corporates AA 10+)	0,35 %	0,8 %
Augmentation annuelle de la masse salariale	1,5% + revalorisation du point du BIPM	1,5% + revalorisation du point du BIPM
Taux d'inflation (à long terme)	1,7 %	1,7 %
<i>- Hypothèses démographiques</i>		
Hypothèse de mortalité des pensionnés (Hypothèse pas de mortalité avant le départ à la retraite)	TGH/TGF 05	TGH/TGF 05
Mobilité	Non prise en compte	Non prise en compte
Invalidité	Non prise en compte	Non prise en compte
Âge de départ à la retraite (voir note 3)	Retraite à taux plein sauf cas particulier	Retraite à taux plein sauf cas particulier
Type de départ	À l'initiative du membre du personnel	À l'initiative du membre du personnel
Retraite anticipée	Non	Non
Capital décès	Non	Non
Âge du conjoint	Âge communiqué par le BIPM	Âge communiqué par le BIPM
<i>- Hypothèses techniques</i>		
Revalorisation des retraites	Égale à celle du point	Égale à celle du point
Périodicité de la rente	Mensuelle à terme échu	Mensuelle à terme échu
Réversion de la rente	60 % sur le conjoint	60 % sur le conjoint

La table de mortalité utilisée en 2013 est la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe, dite table ICSLT 2008. Cette table de mortalité est prospective, c'est-à-dire qu'elle tient compte d'un allongement futur probable de l'espérance de vie.

Les tables de mortalité utilisées depuis 2014 sont les tables de mortalité françaises, qui sont les tables réglementaires utilisées pour les femmes (TGF05) et les hommes (TGH05) en France par les compagnies d'assurance pour évaluer les annuités des contrats d'assurance vie. Le choix des tables de mortalité TGF/TGH05 se justifie par le fait que les membres du personnel habitent en France. Ils bénéficient de l'accès aux mêmes soins médicaux que la population française, vivent dans des conditions similaires, et devraient, par conséquent, avoir une espérance de vie similaire. Cette hypothèse est plus conservatrice et présente une situation dégradée par rapport aux résultats de 2013 qui utilisaient la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe (ICSLT 2008). Cette dernière fait apparaître une espérance de vie plus courte que les tables de mortalité françaises et est basée sur une plus petite population.

Le coût des services rendus correspond aux droits acquis au cours de l'exercice, c'est-à-dire à l'unité de crédit acquise par les membres du personnel du BIPM pendant l'exercice.

La charge d'intérêt correspond aux intérêts acquis pendant l'exercice sur la provision à la date de clôture en fonction de l'hypothèse de taux d'actualisation.

Les prestations payées correspondent aux pensions versées pendant l'exercice.

Les pertes ou gains actuariels sont calculés de manière à équilibrer le compte en fonction de l'engagement de retraite calculé à la date de clôture.

Taux d'actualisation

L'hypothèse du taux d'actualisation a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière.

- Au 31 décembre 2019 :

Si un taux d'actualisation à 0,55 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 146 765 milliers d'euros au lieu de 138 737 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2019 en utilisant un taux à 0,80 %.

Au contraire, si un taux d'actualisation à 1,05 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 131 355 milliers d'euros.

- Au 31 décembre 2020 :

Si un taux d'actualisation à 0,10 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 166 362 milliers d'euros au lieu de 156 660 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2020 en utilisant un taux à 0,35 %.

Au contraire, si un taux d'actualisation à 0,60 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 147 775 milliers d'euros.

Note 9 Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2020	Total 31 décembre 2019
Trésorerie	1 000	1 998
Équivalents de trésorerie	0	22
Total	1 000	2 020

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2020	Total 31 décembre 2019
<i>Fonds communs de placement</i>		
<i>(actions)</i>		
- Europe	0	7 959
- États-Unis d'Amérique		
- Japon		
- Asie hors Japon	0	757
- Autres	17 653	
<i>Total Fonds communs de placement (actions)</i>	17 653	8 716
<i>Obligations</i>		
- Europe zone euro with largest holding 2 025 and 2029	0	7 530
<i>Total Obligations</i>	0	7 530
Total	17 653	16 246

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime classés en actifs courants / non courants est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2020	Total 31 décembre 2019
Obligations	0	7 530
Autres instruments financiers	17 653	8 716
Non courants	17 653	16 246
Obligations	0	0
Courants	0	0
Total	17 653	16 246

Les Produits des placements concernent les revenus (intérêts, coupons, dividendes) des éléments suivants :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2020	12 mois jusqu'au 31 décembre 2019
Fonds communs de placement (actions)		
Obligations	31	114
Équivalents de trésorerie	0	0
Trésorerie		
Total Produits des placements	31	114

Note 10 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Produits à recevoir	4	10
Total des Autres créances	4	10

Note 11 Autres dettes

Le détail des Autres dettes restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Fournisseurs	0	81
Pensions à payer	66	0
Opérations avec le BIPM	65	65
Total des Autres dettes	131	146

Note 12 Autres produits opérationnels

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2020	12 mois jusqu'au 31 décembre 2019
Variation de juste valeur	3 251	95
Plus-value de cession	(507)	94
Produits d'écarts de change	0	22
Total des Autres produits opérationnels	2 744	211

Note 13 Autres charges opérationnelles

Le détail des Autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2020	12 mois jusqu'au 31 décembre 2019
Charges d'écarts de change	24	0
Autres charges opérationnelles	163	174
Total des Autres charges opérationnelles	187	174

11. — LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT VOLUME

BIPM	Bureau international des poids et mesures
CARICOM	<i>Caribbean Community</i> / Communauté des Caraïbes
CBKT	<i>Capacity Building and Knowledge Transfer</i> / Renforcement des capacités et transfert des connaissances
CGPM	Conférence générale des poids et mesures
CIPM	Comité international des poids et mesures
CPS	Caisse des prêts sociaux du BIPM
EBITDA	<i>Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization</i> / Résultat avant intérêt, impôts et amortissement
EURAMET	European Association of National Metrology Institutes
GBP	<i>British Pound</i> / Livre britannique
IAS	<i>International Accounting Standards</i> / Normes comptables internationales
IASB	<i>International Accounting Standards Board</i>
ICSLT	<i>International Civil Servants Life Table</i> / Table de mortalité des fonctionnaires internationaux
IFCC	<i>International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine</i>
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i>
ILC	Département des relations internationales et de la communication
IPSAS	<i>International Public Sector Accounting Standards</i> / Normes comptables internationales du secteur public
IPSASB	<i>International Public Sector Accounting Standards Board</i>
JCTLM	<i>Joint Committee on Traceability in Laboratory Medicine</i> / Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire
KCDB	BIPM key comparison database / Base de données du BIPM sur les comparaisons clés
NIST	<i>National Institute of Standards and Technology</i> (États-Unis d'Amérique)
NPL	<i>National Physical Laboratory</i> (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
ONU	Organisation des Nations Unies
PIB	Produit intérieur brut
PTB	<i>Physikalisch-Technische Bundesanstalt</i> (Allemagne)
TGF	Table par génération des femmes
TGH	Table par génération des hommes
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
USD	<i>US Dollar</i> / Dollar des États-Unis



The present report is presented in both French and English.

Please note, however, that the official version is the French report.

CURRENT MEMBERS
OF THE
INTERNATIONAL COMMITTEE FOR WEIGHTS AND MEASURES

AS OF 15 JUNE 2021

President

1. W. LOUW, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Pretoria, South Africa.

Secretary

2. T. USUDA, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba, Japan.

Members

3. F. BULYGIN, Rosstandart, Moscow, Russian Federation.
4. I. CASTELAZO, Centro Nacional de Metrología (CENAM), Querétaro, Mexico.
5. D. DEL CAMPO MALDONADO, Centro Español de Metrología (CEM), Madrid, Spain.
6. Y. DUAN, National Institute of Metrology (NIM), Beijing, China.
7. N. DIMARCQ, Université Côte d'Azur, Nice, France.
8. H. LAIZ, Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), Buenos Aires, Argentina.
9. T. LIEW, National Metrology Centre (NMC), Singapore.
10. P. NEYEZHMAKOV, National Scientific Centre "Institute of Metrology", Kharkiv, Ukraine.
11. J. OLTHOFF, National Institute of Standards and Technology (NIST), Gaithersburg, United States of America. *Vice-president.*
12. S.-R. PARK, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), Daejeon, Republic of Korea.
13. M.L. RASTELLO, National Institute of Metrological Research (INRIM), Turin, Italy.
14. P. RICHARD, Institut fédéral de métrologie (METAS), Bern-Wabern, Switzerland.
15. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium (VSL), Delft, Netherlands.
16. M. SENÉ, National Physical Laboratory NPL), Teddington, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.
17. A. STEELE, Ottawa, Canada.
18. J. ULLRICH, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Braunschweig, Germany. *Vice-president.*

**Annual report to the Governments of the High Contracting Parties
on the administrative and financial situation
of the International Bureau of Weights and Measures
in 2020**

1. — Foreword
2. — 2020 BIPM Financial statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position
 - Statement of financial performance
 - Statement of changes in net assets
 - Cash Flow Statement
 - Notes to the Financial Statements
 - Note 1 General information
 - Note 2 Significant accounting policies
 - Note 3 Intangible and tangible assets
 - Note 4 Inventories and work in progress
 - Note 5 Member States contributions
 - Note 6 Subscriptions of Associate States and Economies
 - Note 7 Other receivables
 - Note 8 Financial assets
 - Note 9 Cash and cash equivalent,
 - Note 10 Employee benefits
 - Note 11 Other current creditors
 - Note 12 Other income
 - Note 13 General services
 - Note 14 Other operating expenses
 - Note 15 Current payables
 - Note 16 Building maintenance
 - 2020 Budget outturn
3. — Contributions settled in 2020
4. — Outstanding contributions as at 31 December 2020
5. — Subscriptions settled in 2020
6. — Outstanding subscriptions as at 31 December 2020
7. — Budget for 2021
8. — Table of repartition of the dotation for 2021
9. — Table of subscriptions of Associate States and Economies of the CGPM for 2021
10. — 2020 BIPM Pension and Provident Fund Financial Statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position

Statement of financial performance

Statement of changes in net assets

Cash flow statement

Notes to the Financial Statements

Note 1	General information
Note 2	Adoption of the new Accounting Standards
Note 3	Significant accounting policies
Note 4	Estimates and judgments
Note 5	Contributions from Member States
Note 6	Contributions from BIPM staff members
Note 7	Pensions
Note 8	Pension provision
Note 9	Plan assets, cash and cash equivalent, investment income
Note 10	Other receivables
Note 11	Other debtors
Note 12	Other operating income
Note 13	Other operating expenses

11. — List of acronyms and initialisms used in the present volume

1. — FOREWORD

In the foreword to this Financial Report for 2020 I am pleased to report that income from Member States, Associate States and Associate Economies was received as planned. On the 13 January, Belarus, which had been an associate since 2003, acceded to the Metre Convention. Hence, at the end of 2020, there were 62 States Party to the Metre Convention (from 61 at the end of 2018) and 40 Associate States and Economies of the CGPM (from 41 at the end of 2018).

In this report, we again present the standard financial measure EBITDA (“Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization”), which measures the performance of the operations before allowing for investment activities. It is reported here as 3 287 thousand Euros (2 852 thousand Euros at the end of 2019). It more than supports the charges for depreciation and amortization of 1 236 thousand Euros made during the year.

These results are the consequence of careful control of spending in 2020 and particularly the reduction of meeting activities and travel due to the global pandemic. A reduction in visitors to the site led to a reduction in meeting costs of 172 thousand Euros compared to 2019. Additionally, the complete cancellation of all travel led to a reduction of 46 thousand Euros from planned Capacity Building activities and 150 thousand Euros from staff travel and for the transport of materials for comparisons. Salary costs remained stable in real terms (and below the 2012 level). Staff costs as a whole reduced because of the decrease in subsistence paid to seconded staff (reduced from 10 to 4 FTE/year).

This report concerns 2020 which was the first year of a 4-year programme of work approved at the 26th meeting of the CGPM in 2018. A small increase in the laboratory investment budget was agreed to allow projects to start sooner than planned with a new mass spectrometer and X-ray generator. Additionally, the new website and Key Comparison Database (KCDB) projects, which had been in progress since 2019, were completed.

The statement of financial performance shows that after allowing for all financial transactions, the net result for the period has returned to a profit of 82 thousand Euros. (This follows the loss of 1 420 thousand Euros reported last year, which, as explained in the report for 2019, was largely the consequence of a non-cash adjustment made following Decision CIPM/108-33 which is explained further in Note 5). Again, we report an increase in the provision for health care assurance of 1 966 thousand Euros (1 547 thousand Euros in 2019). (We recall that this charge to the profit and loss account is required for the change in this provision each year although it represents a liability that would not be realised whilst the BIPM continues to operate).

The cash flow from operations was 2 217 thousand Euros which was almost similar to that in 2019 (2 549 thousand Euros) reflecting the continuing efficiency in the collection of Contributions and Subscriptions. There was a significant increase in the total reserves to 19 571 thousand Euros (17 421 thousand Euros in 2019). The reserve fund (corresponding to 50 % of the total sum of the dotation for the ensuing period) was 6 240 thousand Euros (6 178 thousand Euros in 2019). After accounting for pre-payments received and sums due to be paid (see Note 9), the remaining unreserved funds were 9 640 thousand Euros (8 499 thousand Euros in 2019).

This report also includes the Financial Report for the BIPM Pension Fund. The pensions paid were 3 070 thousand Euros (a decrease of 3 % from 2019) whilst staff contributions increased from 667 thousand Euros (2019) to 702 thousand Euros. There has been a significant change in the estimated liabilities from 154 million Euros (136 million Euros in 2019). This is because of a substantial reduction in the discount rate reflecting market conditions from 0.8 % (2019) to 0.35 %. There was an increase in the value of the assets to 18 657 thousand Euros (from 18 276 thousand Euros in 2019) resulting from the increasing value of the mutual funds and bonds held by the Fund. A full actuarial study of the Fund was commissioned and reported in 2019. The results were reviewed by the Pension Fund Advisory Board and the CIPM during 2020.

2. — 2020 BIPM FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

International Bureau of Weights and Measures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2020 financial statements

Period ended December 31st, 2020

To the members of the International Committee of Weights and Measures,,

In accordance with the engagement entrusted to us by the Director of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM), we hereby report to you on the financial statements of the International Bureau of Weights and Measures for the period ended December 31st, 2020. These financial statements were approved by the Director of the BIPM on 27th May 2021 based on the information available at that date and in the evolving context of the Covid-19 pandemic.

Due to the global crisis related to the Covid-19 pandemic, the financial statements of this period have been prepared and audited under specific conditions. Indeed, this crisis and the exceptional measures taken in the context of the state of sanitary emergency have had numerous consequences for companies, particularly on their operations and their financing, and have led to greater uncertainties on their future prospects. Those measures, such as travel restrictions and remote working, have also had an impact on the companies' internal organization and the performance of the audits.

We have audited the accompanying financial statements of the BIPM as of and for the period ending December 31st, 2020, which comprise

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended,
- Notes to the financial statements, and
- Budget outturn.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The director of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

International Bureau of Weights and Measures
Independent Auditors' Report on the 2020 financial statements

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2020, and of its financial performance, its changes in net asset, its cash flows for the year then ended and the budget outturn in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Paris La Défense, May 27th, 2021

KPMG Audit
A division of KPMG S.A

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2020	31 December 2019
Non-current assets			
Buildings	3	18 284	18 435
Scientific equipment	3	9 855	9 754
Intangible assets	3	1 003	929
Other property, plant and equipment	3	1 083	1 116
Member States contributions	5	1 017	785
Non-current financial assets	8	869	867
Non-current assets		32 111	31 886
Current assets			
Inventories and work in progress	4	411	388
Member States contributions	5	2 020	1 935
Subscriptions of Associates	6	360	393
Other receivables	7	607	428
Cash and cash equivalent	9	19 571	17 421
Current assets		22 969	20 565
Total Assets		55 080	52 451
Net Assets			
Net result for the period		82	(1 420)
Change in fair value		(59)	(45)
Other reserves		30 923	32 343
Net Assets		30 946	30 878
Non-current liabilities			
Provisions for risks and charges	3	11	85
Non-current employee benefits	10	19 630	17 891
Advances from Member States	5	1 385	1 385
Non-current liabilities		21 026	19 361
Current liabilities			
Current employee benefits	10	447	308
Advances from Member States	5	161	159
Current payables	15	563	541
Other current creditors	11	1 937	1 204
Current liabilities		3 108	2 212
Total Liabilities		24 134	21 573

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2020	2019
Operating revenue			
Contributions	5	12 503	12 379
Subscriptions	6	1 022	935
Other income	12	208	547
Total operating revenue		13 733	13 861
Operating expenses			
Staff	10	6 049	6 157
Change in health care and retirement indemnity provision	10	1 966	1 547
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund	10	2 550	2 550
General services	13	561	989
Laboratory operating expenses		710	695
Building maintenance	16	414	460
Other operating expenses	14	163	159
Asset revaluation CGPM Resolution 5	5	0	1 331
Total operating expenses		12 413	13 887
EBITDA		1 321	(26)
EBITDA corrected for change in health care and retirement indemnity provision and asset revaluation		3 287	2 852
Depreciation and amortization	3	(1 236)	(1 391)
Result from operating activities		86	(1 417)
Financial expenses		4	3
Result from ordinary activities		82	(1 420)
Net result for the period		82	(1 420)

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2014	195	(127)	36 046
Allocation of prior period net result	(195)		195
Change in fair value		(80)	
Net result for the period	(5 877)		
Balance at 31 December 2014	(5 877)	(207)	36 241
Allocation of prior period net result	5 877		(5 877)
Change in fair value		209	
Change in other reserves for the period			(392)
Net result for the period	764		
Balance at 31 December 2015	764	2	29 970
Allocation of prior period net result	(764)		764
Change in fair value		(12)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	551		
Balance at 31 December 2016	551	(10)	30 734
Allocation of prior period net result	(551)		551
Change in fair value		(27)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	157		
Balance at 31 December 2017	157	(37)	31 285
Allocation of prior period net result	(157)		157
Change in fair value		(1)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	901		
Balance at 31 December 2018	901	(38)	31 442
Allocation of prior period net result	(901)		901
Change in fair value		(7)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	(1 420)		
Balance at 31 December 2019	(1 420)	(45)	32 343
Allocation of prior period net result	1 420		(1 420)
Change in fair value		(14)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	82		
Balance at 31 December 2020	82	(59)	30 923

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2020	2019
Cash flows from operating activities			
Contributions		12 924	12 107
Subscriptions		1 043	905
VAT reimbursement		356	727
Other receipts		244	601
Staff		(6 282)	(6 458)
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund		(2 550)	(2 550)
Suppliers		(3 516)	(2 780)
Other expenditure		0	0
Financial payments		(2)	(3)
Total cash flows from operating activities		2 217	2 549
Cash flows from investment activities			
Purchase of tangible and intangible assets			(1 649)
Proceeds from sale of tangible and intangible assets			
Transfer of financial assets		(67)	(8)
Total cash flows from investment activities		(67)	(1 657)
Cash flows from financing activities			
		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		2 150	892
Cash and cash equivalent at beginning of period		17 421	16 529
Cash and cash equivalent at end of period	9	19 571	17 421

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The mission and role of the BIPM

The BIPM is an intergovernmental organization established by the Metre Convention in 1875, through which Member States, the number of which was 62 at 13 January 2020, act together on matters related to measurement science and measurement standards.

The mission of the BIPM is to work with the NMIs of its Member States, the RMOs and strategic partners world-wide and to use its international and impartial status to promote and advance the global comparability of measurements for:

- Scientific discovery and innovation,
- Industrial manufacturing and international trade,
- Improving the quality of life and sustaining the global environment.

The objectives of the BIPM are set out in Resolution 3 of the 26th meeting of the General Conference on Weights and Measures (CGPM). They are to:

- represent the world-wide measurement community, aiming to maximize its uptake and impact,
- be a centre for scientific and technical collaboration between Member States, providing capabilities for international measurement comparisons on a shared-cost basis,
- be the coordinator of the world-wide measurement system, ensuring it gives comparable and internationally accepted measurement results.

Fulfilling the BIPM mission and objectives is complemented by its work in:

- capacity building, which aims to achieve a global balance between the metrology capabilities in Member States,
- knowledge transfer, which ensures that the work of the BIPM has the greatest impact.

Specific matters relating to tax

According to the Headquarters agreement (“Accord de siege”) with the French State, the BIPM benefits from a number of functional privileges and immunities to allow it to carry out its mission, in particular it is exempted from paying any direct tax.

The BIPM pays value added tax (VAT) according to the normal French legislation. However, the VAT is reimbursed by the French State for items that have been purchased that exceed a certain value and which are for the official use of the BIPM. The reimbursement is based on a list of paid invoices submitted every 3 months.

Imported items for the official use of the BIPM are exempted from import duties and VAT.

Specific events during the financial period

In 2020, the BIPM's activities were impacted by the Covid-19 pandemic. In this context, the BIPM was fully engaged to maintain its core activities. In particular, the BIPM committed itself to the implementation of the most appropriate and necessary measures and actions to maintain its activities while adhering to the decisions of the French authorities.

The BIPM endured negative effects on its activities and thus on its 2020 accounts because of the Covid-19 pandemic. However, the impact on the financial statements remains non-significant.

Note 2 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB), based on International Accounting Standards (IASs) and International Financial Reporting Standards (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2020 financial statements are all those standards effective for periods beginning on 1 January 2020 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM and therefore without impact on the financial statements).

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have also been prepared on the historical cost basis, except for the revaluation of certain tangible assets and for financial instruments measured at fair value.

Financial statements have been prepared in accordance with the provisions of the Metre Convention and its Annexed Regulations, Resolutions adopted by the CGPM, and CIPM decisions.

The main accounting policies adopted are set out below.

Revenue recognition

The dotation comprises the fixed and complementary parts mentioned in Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and covers general expenses related to the BIPM's mission and core activities of common interest to all Member States, including all operating, scientific equipment, maintenance and renovation of buildings and human resources expenditure.

Member States Contributions

The dotation is distributed among Member States according to Article 20 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and the decisions adopted by the CGPM at its 11th, 16th and 18th meetings.

The contributive part of each Member State for the financial period, which is notified to the Member States in the "*Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale*", is determined following the method approved by the CGPM, based upon the Scale of Assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations adopted by the United Nations Organization in force at the time of the calculation of the Table of the contributive parts and for

the period mentioned in the Scale of Assessment of the United Nations Organization. If such a Scale of Assessments is not yet available from the United Nations Organization for the period in question, the previous Scale of Assessments is maintained until such time that the new Scale of Assessments is available when the contribution will be re-calculated using the new Scale of Assessments and appropriate adjustments made in the next *NOTIFICATION*.

The contribution of each Member State cannot be less than a minimum nor higher than a maximum. The maximum and minimum amounts were set by the CGPM at its 11th meeting at 10 % and 0.5 % of the total dotation. Since the 16th meeting of the CGPM, these maximum and minimum have been re-evaluated at the beginning of each quadrennium by multiplying them by a factor of $100/(100 + x)$, where “x” is equal to the sum of percentages of repartition corresponding to Member States having acceded to the Metre Convention during the previous quadrennium.

The calculation of the Table of contributive parts takes also into account the Member States obligation to pay supplementary sums to make up the dotation due to the default of Member States to which advantages and prerogatives are suspended in accordance with Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention.

If a Member State previously in arrears by more than three years pays its arrears of contributions, then the advances made by the other Member States are returned to them.

The applicable provisions on contributions in arrears are the following: Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention, Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting and Resolution 7 (2011) adopted by the CGPM at its 24th meeting.

The outstanding contributions of excluded Member States are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting, an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution (see Note 6).

Contributions are notified in Euros (the functional currency of the BIPM) and are payable in Euros, or in a Euro convertible currency, at the beginning of each year.

Contributions of new Member States

In accordance with Article 11 of the Metre Convention and the decision made by the CIPM at its 49th session, a State which becomes a Member State during the financial period is required to make an entry contribution equal to its first annual contribution and is required to make a contribution for the financial period in accordance with the above mentioned regulations.

When an Associate State accedes to the Metre Convention, the entry contribution is reduced by an amount equal to its subscriptions paid as an Associate up to a maximum of 5 years subscription in accordance with Resolution 5 adopted by the CGPM at its 23rd meeting.

Subscriptions of Associates

In accordance with Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting, the Associate States and Economies of the CGPM pay an annual subscription to the BIPM to meet the cost of providing the services that the CIPM made available to them.

The assessed subscription of each State having acceded to the status of Associate prior to the adoption of new provisions voted by the CGPM in October 2011 at its 24th meeting (see Resolution 4 (2011)) is determined from its UN contribution, as for Member States, but with a minimum equal to 0.05 % of the annual dotation of the BIPM.

In accordance with Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting, during an initial 5-year period following the accession to the status of Associate of the CGPM, Associate States shall pay an annual subscription

determined from their contributions to the United Nations Organization, as for States Parties to the Metre Convention, with a minimum equal to 0.1 % of the annual dotation of the BIPM. This decision is applicable to Associate States at the date of this meeting (October 2011) for the calculation of their subscription starting for the year 2013. After the above-mentioned initial 5-year period, if the CIPM considers, on the basis of the criteria it adopted, that it would be appropriate for an Associate State to become a State Party to the Metre Convention, the amount of subscription for such an Associate will be progressively and irreversibly increased each year so that it reaches, in five years, an amount equivalent to 90 % of the annual contribution it would pay as a State Party to the Metre Convention.

This progressive and irreversible increase is applicable starting on the 1st January of the second year following the CIPM decision to encourage an Associate State to become a State Party to the Metre Convention. The CIPM review of the situation of Associate States in 2011 has been used in application of the Resolution 4 (2011) and the first increase of the subscriptions became effective in 2013. Such increase does not apply to Associate States whose annual subscription is already equal to the contribution they would pay as a State Party to the Metre Convention. As long as an Associate State does not fulfil the above-mentioned criteria to be encouraged to become a State Party to the Metre Convention, it will continue to benefit from the advantages of the Associate status, as provided for in Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting (1999), and from the BIPM services that the CIPM made available to them, and its subscription will continue to be determined as during the initial 5-year period.

In October 2017 the CIPM decided (Decision CIPM/106-20) that when considering whether it is appropriate for an Associate State of the CGPM to be encouraged to accede to the Metre Convention and hence become a Member State, the CIPM will take into account a percentage higher than 0.02 on the “Scale of assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations” in addition to the criteria that it had previously adopted.

When the decision was taken some States with a percentage less than 0.02 were already on the escalator (six Associate States were paying enhanced subscriptions and three others were due to make the first step in 2018). To address this situation Decision CIPM/106-21 was taken:

‘The CIPM decided that an Associate State of the CGPM that does not meet the criteria set in Decision CIPM/106-20 and that has already been encouraged to accede to the Metre Convention, and as a result is paying an increased subscription, shall have its subscription reduced to the minimum for an Associate State. The reduction will come into force in 2018 and will not be retroactive.’

Consequently, starting in 2018 the annual subscriptions of six Associate States (Jamaica, Albania, Macedonia, Moldova, Georgia and Paraguay) were reduced to the minimum for an Associate, i.e. to 11 980 euros. The annual subscriptions of three encouraged Associate States (Bolivia, Montenegro, Bosnia and Herzegovina) that would otherwise pay enhanced subscriptions starting from 2018, remained at the minimum.

The CIPM asked the BIPM staff (Decision CIPM/106-22) to work with any Associate State included in Decision CIPM/106-21 and that had arrears in order to establish a rescheduling agreement; such an agreement has been concluded and is being implemented with one Associate State (Jamaica).

Following the implementation of CIPM Decisions CIPM/106-20 and CIPM/106-21 the current list of Associate States encouraged to accede and paying enhanced subscriptions includes eight states (Costa Rica, Cuba, Estonia, Latvia, Panama, Peru, the Philippines and Viet Nam). On 19 January 2021, Estonia acceded to the Metre Convention as a Member State.

Assessed subscriptions are payable in Euros, or in a Euro convertible currency, at the beginning of each year.

An Associate three years in arrears with its subscription ceases to be an Associate; it may be reinstated on payment of these arrears.

Interest income

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable. Other income, including costs reimbursed by third parties, is recognized when it is acquired, either contractually, or in the absence of a contract, upon receipt.

Leasing

The BIPM does not have any finance leases.

Rentals payable under operating leases are recognized as charges on a straight-line basis over the term of the relevant lease, even if the payments are not made on such a basis.

Foreign currencies

Member State contributions and subscriptions of Associates are payable in Euros or in a Euro convertible currency. If they are paid in a Euro convertible currency, they are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions, which means that the BIPM does not support the foreign currency risk on them.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance.

Intangible assets

Intangible assets include depreciable items such as databases, software, websites as well as certain development costs that meet the IPSAS 31 criteria.

Depreciable intangible assets are amortized using the straight-line method over their useful lives, usually estimated as 5 years for software.

Intangible assets considered to have finite useful life are carried at their costs less accumulated amortization and accumulated impairment losses.

Intangible assets with an indefinite useful life are carried at their costs less accumulated impairment losses. They are tested for impairment annually according to IPSAS 21, using the amortized replacement cost to estimate their recoverable service amount.

Tangible assets

Buildings

The BIPM has its headquarters in the grounds of the Pavillon de Breteuil granted to the BIPM by France in 1875 and located in a park that is in excess of four hectares in the *Domaine national de Saint-Cloud*.

Three out of the seven buildings of the BIPM are heritage assets. These are:

- the Pavillon de Breteuil built in 1672, entirely renovated in 1875;
- the Petit Pavillon built in 1672, entirely renovated in 1875 and partially renovated in 2007;

- the Observatoire built in 1878.

The four other buildings as well as the Nouvel Observatoire are non-historical heritage assets of the BIPM. These are:

- the Nouvel Observatoire, built in 1929,
- the Ionizing radiation building built in 1964, renamed the Marie Curie building,
- the Lasers building, built in 1984 and partially renovated in 2011
- the Nouveau Pavillon built in 1988,
- the Pavillon du Mail built in 2001.

The BIPM has a grant of tenure (*concession de jouissance*) signed on 4 October 1875 with France and amended in 1930 and 1964, which requires it to maintain the assets that have been granted as long as the BIPM operates on the site. The BIPM has the right to erect new buildings on the granted site. If a decision to relocate the BIPM were taken, the BIPM should return these buildings to France. No such decision has been taken so far, therefore the BIPM considers that it can use these buildings, and possibly build new ones, for the purpose of its activities, behaving as the owner of these buildings. The BIPM has chosen not to value the land granted in its financial statements.

The BIPM recognizes all of its buildings in tangible assets, considering, in accordance with IPSAS 17, that they are identifiable assets, controlled by the BIPM as a result of past events and which provide future economic benefits or service potential to the BIPM.

Heritage and non-heritage buildings are valued using the same method.

The specific components of heritage and non-heritage buildings are valued using the same method, according to their useful life, namely:

- Building structure: not depreciated;
- External painting/roof: 30 years;
- Boiler: 20 years;
- General and technical installations: 20 years;
- Fittings: 15 years.

The fair value valuation was performed on 1 January 2009 by an independent expert in order to determine the initial value of the BIPM buildings at that date.

A revaluation of buildings is performed by an independent expert every thirty years to ensure that the evolution of the heritage of the BIPM is well reflected in its Statement of financial position over the long term. The fair value used in connection with the building assessment of the BIPM is the depreciated replacement cost.

Scientific equipment

The BIPM has scientific equipment in order to accomplish its mission. Among scientific equipment, components are identified, each of them having a specific useful life, in line with the useful life of assets, from 5 years to 75 years, or indefinite for some standards.

Useful lives are reviewed on a regular basis and changes in estimates, when relevant, are accounted for on a prospective basis.

The cost of replacing part of an item of scientific equipment is recognized in the carrying amount of the item if it is probable that the future economic benefits embodied within the part will flow to the BIPM and its cost can be

measured reliably. The costs of the day-to-day servicing of scientific equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Scientific equipment is measured at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, except for standards with an indefinite useful life which are revalued every 12 years.

Other property, plant and equipment

Other property, plant and equipment (PPE) of the BIPM include heritage assets of the BIPM, such as heritage scientific equipment which constitute heirloom equipment, formerly used in metrology, which are not depreciated and are revalued every thirty years by an independent expert, first fair value was made on 1 January 2009, as well as other property, plant and equipment measured at cost, less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, depreciated using the straight-line method over their estimated useful lives, from 2 years to 25 years.

The costs of the day-to-day servicing of property, plant and equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Impairment of tangible and intangible assets

Whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount of tangible and intangible assets may not be recoverable, an impairment test is performed. The purpose of this test is to compare the carrying value of the asset with its recoverable value.

An asset's recoverable amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell it and its value in use which is the present value of the future cash flows expected to be derived from the use of the asset or its disposal. Where the carrying amount of an asset exceeds its recoverable amount, an impairment loss is recognized in the Statement of financial performance.

After the impairment loss, the newly assessed asset is depreciated prospectively over its remaining life.

It is assessed, at each reporting date, whether there is any indication that an impairment loss recognized in prior periods for an asset may no longer exist or may have decreased. The carrying value of the assets, revised due to the increase of the recoverable value, cannot exceed the carrying amount that would have been determined (net of depreciation) had no impairment loss been recognized for the asset in prior periods. Such reversal is immediately recognized in the Statement of financial performance.

Inventories

Inventories are stated at the lower of cost and net realizable value. Cost is determined using the first in first out method and includes expenditure incurred in acquiring the inventories, production or conversion costs.

In the case of manufactured inventories and work in progress, mainly mass prototypes, cost includes an appropriate share of production overhead based on normal operating capacity.

Net realizable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less the estimated costs of completion and selling expenses.

Member States contributions, Subscriptions of Associates and Other receivables

Member States contributions, subscriptions of Associates and other receivables are stated at amortized cost.

No allowance for loss is recorded with respect to receivables related to Member States contributions and subscriptions of Associates.

For all other receivables, an allowance for estimated irrecoverable amounts is established based on a review of outstanding amounts at the reporting date.

Financial assets

Financial assets include investments in bonds. They are valued on the face of the financial statements at their fair value, as assets available for sale. Fair value adjustments are recognized in a separate component of net assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consist of cash in the bank, cash, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued at their fair value. Fair value adjustments are recognized in Other income or Other operating expenses on the face of the Statement of financial performance.

Cash and cash equivalent comprise cash on hand and in banks, time deposits and other short-term highly liquid investments that are readily convertible to a known amount of cash and are subject to an insignificant risk of changes in value.

Cash and cash equivalent comprises:

- Carry forward of committed appropriations to the Budget of the ensuing financial period: Appropriations corresponding to expenditure committed but for which no payment has been made by the end of the current financial period, shall be carried forward automatically to the Budget of the ensuing financial period. Appropriations so carried forward shall be used only for the realization of the commitments that justified their carry forward (Financial Regulations, article 10);
- Reserve Fund: A Reserve Fund exists aimed at covering the fluctuations in payments of annual contributions from Member States. The Reserve Fund shall be financed by appropriations corresponding to expenditures that have not been committed, for which no payment has been made by the end of the current financial period, and that are not carried forward to the Budget of the ensuing financial period. The maximum amount of the Reserve Fund shall be determined by the CIPM when approving the Budget (Financial Regulations, article 16).

At its 2017 meeting, the CIPM decided that the Reserve Fund shall represent 50 % of the total sum of the dotation of the ensuing financial period;

- Capital Investment Fund: A Capital Investment Fund exists aimed at supporting the infrastructure of the BIPM and includes depreciation of equipment, any other additional capital investment needed, and any unexpected expenses. The source of finance of this Fund shall be whatever sums the CIPM may decide to transfer from the Reserve Fund and the entry contribution paid by States acceding to the BIPM representing their support to the infrastructure of the BIPM (Financial Regulations, article 16).

At its 2010 meeting, the CIPM decided that the Capital Investment Fund shall be constituted of the remaining funds. Sums shall be automatically transferred from the Capital Investment Fund to the Reserve Fund or from the Reserve Fund to the Capital Investment Fund to be in accordance with the CIPM decision, which shall be in force until such time that the CIPM decides otherwise.

Financial risks

The BIPM has developed risk management policies in accordance with its Financial Regulations. The BIPM is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

The BIPM Credit risk represents the risk of default of payment of contributions by Member States and Associates. It is limited because of the provisions of Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention on the advances made by Member States for failure of payment obligations of a defaulting Member State.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Employee benefits

BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM accounts for pension costs related to the BIPM Pension and Provident Fund as expenses.

Retirement indemnity provision

Upon retirement, staff recruited before 1 January 2010, over the age of 50 shall receive a retirement indemnity equal to a fraction of salary defined in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*. The retirement indemnity provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for retirement indemnity of the said staff members. The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

Staff members who retire, and who are affiliated to the insurance scheme on leaving service and who do not have any gainful occupation, can continue to benefit from the health and funerals expenditures insurance. The health insurance provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for health insurance of the said staff members. The changes in the health insurance provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision (see Note 10).

In 2019 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years.

The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Social Loans Fund

Social loans, from the Social Loans Fund, created by the CIPM in 1973 to grant social loans to staff members, are presented in Staff social loans on the face of the Statement of financial position.

Borrowings

The BIPM does not have any borrowings. If the Member States decided the use of borrowings, borrowings would be recognized at amortized cost.

Other non-current liabilities

Other non-current liabilities are recognized at amortized cost.

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on the following items:

- fair value of financial instruments;
- fair value of tangible and intangible assets as at 1 January 2009: buildings, heritage assets, standards, databases etc. The BIPM uses external experts for the valuation of these assets;
- provisions for employee benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined benefit plan involve financial assumptions (discount rate, rate of return on assets, medical costs trend rate) and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate, etc. The BIPM uses an external independent actuary in the assessment of these assumptions;
- accrued charges;
- contingent assets and liabilities;
- provisions for litigation. The litigation and claims to which the BIPM is exposed are internally assessed. In certain situations, the BIPM may seek the assistance of external specialized lawyers;
- impairment tests.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 3 Intangible and tangible assets

(in thousands of Euros)	Intangible assets	Standards	Scientific equipment	Machine tools	Vehicles	Office equip. and furniture	IT	Heritage assets	Scientific equip. under development	SUB-TOTAL	Buildings	TOTAL
Gross value 01/01/2019	1 711	8 181	12 648	1 026	111	764	947	485	1 675	27 548	23 663	51 211
Accumulated depreciation	(1 042)	(3 625)	(8 861)	(807)	(103)	(469)	(700)	0	0	(15 607)	(5 324)	(20 931)
Net value 01/01/2019	669	4 557	3 786	219	8	294	247	485	1 675	11 940	18 340	30 280
Additions	367	40	302	18	0	10	36	0	153	926	411	1 337
Disposals – gross value	(602)	(724)	(438)	0	0	(20)	(14)	0	(38)	(1 836)	(49)	(1 885)
Depreciation	(107)	(106)	(599)	(47)	(3)	(36)	(115)	0	0	(1 013)	(294)	(1 307)
Disposals – accumulated depreciation	602	712	434	0	0	18	14	0	0	1 780	28	1 808
Net value 31/12/2019	929	4 479	3 486	191	5	266	168	485	1 790	11 799	18 435	30 234
Gross value 01/01/2020	1 476	7 497	12 512	1 045	112	754	969	485	1 790	26 640	24 025	50 663
Accumulated depreciation	(546)	(3 018)	(9 026)	(854)	(106)	(488)	(801)	0	0	(14 840)	(5 590)	(20 430)
Net value 01/01/2020	929	4 479	3 486	191	5	266	168	485	1 790	11 799	18 435	30 234
Additions	231	59	565	6	0	28	111	0	131	1 131	153	1 284
Disposals – gross value	0	(120)	(75)	0	(2)	0	(15)	0	0	(213)	0	(213)
Depreciation	(157)	(76)	(574)	(43)	(2)	(35)	(99)	0	0	(986)	(304)	(1 291)
Disposals – accumulated depreciation	0	120	72	0	2	0	15	0	0	210	0	210
Net value 31/12/2020	1 003	4 462	3 474	154	3	259	180	485	1 921	11 940	18 284	30 225
Gross value 31/12/2020	1 707	7 436	13 002	1 050	110	782	1 064	486	1 921	27 557	24 178	51 736
Accumulated depreciation	(703)	(2 974)	(9 529)	(897)	(107)	(522)	(884)	0	0	(15 616)	(5 894)	(21 511)

Intangible assets

For the periods presented, intangible assets include software, the website and the databases.

Tangible assets

Since 2016, the BIPM has set a minimum threshold below which additions are not included in the BIPM assets but are charged as expenses.

Standards and scientific equipment

The BIPM labour cost included in the value of the additions of standards and scientific equipment (including scientific equipment under development) amounts to 153 thousand Euros in 2019 and 131 thousand Euros in 2020.

As of 31 December 2020, the Ionizing Radiation Department was using 18 sealed sources. Following a range of consultations with authorities and contractors that are authorized to dismantle and remove these sources, a provision of 85 thousand Euros was observed at 31 December 2019. This amount was determined, based on quotes or invoices from different contractors for the sources for which they were consulted. It does not take into account the expenses related to the dismantling or removal of the sources for which no quote was received. Expenses amounting to 55 thousand Euros were incurred in 2020, which led to reversal of part of the provision.

Scientific equipment under development

Scientific equipment under development mainly related to the watt balance project, a priority project in the present and next programmes of work, for 1 664 thousand Euros at 31 December 2019 and at 1 795 thousand Euros at 31 December 2020.

Buildings

In 2020, major investments in Buildings were:

- the renovation of the air-conditioning system's chilled water production unit for the laboratories in the Observatory building,
- the renovation and refurbishment of the canteen in the Pavillon de Breteuil,
- the new laboratory in the Lasers building for the Chemistry Department,
- the installation of a 'coffee break area' in the Observatory building for the Physical Metrology Department.

In 2019, major investments in Buildings were:

- the replacement of the high-voltage switch board,
- the renovation and installation of an air-conditioning system in Room 3 of the Observatory for the new Faraday cage,
- the renovation of offices and laboratories in the Marie Curie building,
- the identical replacement of the motorized gate at the main entrance,
- the creation of a space for staff in the Petit Pavillon (cultural and leisure activities).

Note 4 Inventories and work in progress

A breakdown of inventories and work in progress are as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2020	31 December 2019
Inventories and work in progress		
Raw materials	216	233
Accessories for prototypes	13	16
Work in progress	182	139
Other	0	0
Total Inventories and work in progress	411	388

Raw materials are precious metals and work in progress concerns mainly mass prototypes.

The change in the inventories and work in progress is as follows:

(in thousands of Euros)	2020	2019
At 1 January	388	441
Movement of the year	23	(53)
At 31 December	411	388

In 2017, raw materials, essentially gold (3.2 kg) and platinum-iridium (2.2 kg), which were in a format not readily usable for the BIPM, have been exchanged against a bar of platinum-iridium to produce new mass prototypes. This transaction with Johnson Matthey has been done at almost no cost for the BIPM. Accordingly, at 31 December 2017, inventories of raw materials of platinum-iridium have been valued at net realisable value, i.e. the net selling price used in 2017 for the transaction with Johnson Matthey, which was lower than the cost of purchase.

In 2020, stock was subject to adjustments to take into account the physical inventory that was carried out at the end of the Artefact project. This project was launched in 2016.

Note 5 Member States Contributions

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2020	12 months ended 31 December 2019
Contributions	12 503	12 322
Accession Member State		56
Total	12 503	12 379

Contributions

The total sum of the contributions recognized in 2020 exceeds that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE* for 2020 as the Republic of Belarus became a Member State on 13 January 2020. The Republic of Belarus had been an Associate State of the CGPM since 2003.

The total sum of the contributions recognized in 2019 exceeded that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE* for 2019 as Morocco and Ecuador became Member States on 24 May 2019 and 6 August 2019 respectively. Ecuador had been an Associate State of the CGPM since 2000. Morocco settled an entry contribution of 56 thousand Euros.

On the asset side, the breakdown of Member States Contributions, outstanding at the end of the period is as follows:

	31 December 2019	31 December 2019	31 December 2019	31 December 2019
(in thousands of Euros)	(non-current part)	(current part)	discounted value	nominal value
Islamic Republic of Iran			560	560
Bolivarian Republic of Venezuela	560		560	560
Other Member States	225	1 935	2 160	2 160
Total Member States Contributions	785	1 935	2 720	2 720

	31 December 2020 (non-current part)	31 December 2020 (current part)	31 December 2020 Total discounted value	31 December 2020 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Islamic Republic of Iran				
Bolivarian Republic of Venezuela	560		560	560
Other Member States	457	2 020	2 477	2 477
Total Member States Contributions	1 017	2 020	3 037	3 037

The total of outstanding Contributions are as follows:

Contributions of Other Member States (current part)	2 020
Settlement from Cameroon in 2014 after the State had been excluded	14
Outstanding Contributions	2 034

On the liability side, the breakdown of Advances from Member States is as follows:

	31 December 2019 (non-current part)	31 December 2019 (current part)	31 December 2019 Total discounted value	31 December 2019 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Bolivarian Republic of Venezuela		160	160	160
Islamic Republic of Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total Advances from Member States	1 385	160	1 545	1 545

	31 December 2020 (non-current part)	31 December 2020 (current part)	31 December 2020 Total discounted value	31 December 2020 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Bolivarian Republic of Venezuela		161	161	161
Islamic Republic of Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total Advances from Member States	1 385	161	1 546	1 546

One of the main obligations of a Member State of an intergovernmental organization is to fulfil its financial obligations. Indeed, Article 9 of the Metre Convention states that the annual expenses for the maintenance of the International Bureau of Weights and Measures shall be covered by the contributions of the States Parties to the Metre Convention. Article 6 paragraph 6 to 8 of the Regulations annexed to the Metre Convention provides for a mechanism for the distribution of the contribution of a State which has remained three years without paying its contribution. Paragraph 7 of Article 6 also provides for a suspension of the advantages and prerogatives conferred to the said State by accession to the Metre Convention. This provision has been applied for the Republic of Cameroon (excluded on 22 October 2012), the Democratic People's Republic of Korea (excluded on 22 October 2012), the Dominican Republic (excluded on 31 December 2014), the Islamic Republic of Iran and the Bolivarian Republic of Venezuela.

This important and unique procedure allows the BIPM to continue to fulfil its mission in the event that a State Party to the Metre Convention fails to make the payment of its contribution for more than three years.

Paragraph 8 of Article 6 provides that, after three more years, the State in arrears is excluded and the calculation of contributions is re-established in accordance with the provisions of Article 20 of the Regulations.

The General Conference on Weights and Measures, at its 23rd meeting (2007), adopted Resolution 8 on financial arrears defining the decision-making process and a procedure governing the recovery of arrears and exclusion.

The International Committee for Weights and Measures sent a formal notification to the Republic of Cameroon, the Democratic People's Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran inviting them to fulfil their financial obligations and reminding them of the procedure governing the recovery of arrears and exclusion. Given the persistence of the Republic of Cameroon, the Democratic People's Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran in their failure to fulfil their financial obligations, whose total amount of arrears was 3 983 thousand Euros in 2010, among which 3 836 thousand Euros were distributed among other States Parties to the Metre Convention, four draft Resolutions had been proposed in the Provisional agenda of the 24th meeting of the General Conference on Weights and Measures (October 2011) asking the CGPM to take a decision with regard to the exclusion of these Member States.

During its 24th meeting in 2011, the General Conference on Weights and Measures adopted Resolution 6 on financial arrears of States Parties to the Metre Convention. The CGPM thus reaffirmed the absolute necessity that contributions of States Parties to the Metre Convention be paid in a timely and consistent manner to allow the BIPM to fulfil its mission and to avoid financial problems in its day-to-day operation, and decided:

- for States Parties in arrears for more than 6 years to grant a period of 12 months from the date of adoption of Resolution 6 (2011) to conclude with the International Committee for Weights and Measures (CIPM) a rescheduling agreement,
- that if a rescheduling agreement is not concluded within 12 months, those States will automatically be excluded, and the CIPM will inform in writing the *Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international* for notification to this effect to those States and to all States Parties to the Metre Convention on behalf of the CGPM, and
- that the calculation of contributions will be re-established in accordance with the applicable provisions in the most immediate calendar year after exclusion.

Since no rescheduling agreement has been concluded with the Republic of Cameroon and with the Democratic People's Republic of Korea within the above mentioned 12 months period, these States were automatically excluded on 22 October 2012. Their outstanding Contributions, 669 thousand Euros and 975 thousand Euros respectively, were withdrawn in 2012. The Advances made to the BIPM by the other Member States, 669 thousand Euros and 877 thousand Euros respectively, have been derecognized. These amounts are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 adopted by the General Conference on Weights and Measures at its 23rd meeting (2007), an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution.

A rescheduling agreement was concluded with the Dominican Republic and with the Islamic Republic of Iran respectively on 1 August 2012 for an amount of 1 151 thousand Euros and on 17 October 2012 for an amount of 1 446 thousand Euros. However the Dominican Republic failed to pay the agreed amounts and was automatically excluded on 31 December 2014. Its outstanding contribution of 1 204 thousand Euros was withdrawn in 2014 and the Advances made to the BIPM by the other Member States of 1 155 thousand Euros has been derecognized in 2014. These amounts are contingent assets and contingent liabilities. Concerning the Islamic Republic of Iran, an amendment to the rescheduling agreement has been signed on 14 November 2014. In order to allow the CGPM to duly address the position of the Islamic Republic of Iran at its 26th meeting, the CIPM has decided to freeze provisionally the effects of the Rescheduling Agreement made in 2012 through a new agreement that *inter alia* requires continuity in payment of the Member State contribution by the Islamic Republic of Iran in the year it is due. The sums due for 2013 and 2014 as per the Rescheduling Agreement, which amount to 337 thousand Euros, have been segregated as reserved cash (see note 9).

During its 26th meeting in 2018, the CGPM took a decision on 14 November 2018 to exclude the Bolivarian Republic of Venezuela:

- The CGPM notes the recommendation of the CIPM under Decision CIPM/107-05 of June 2018. The CGPM endorses this recommendation and decides that the Bolivarian Republic of Venezuela, which

has persisted in its failure to fulfil its financial obligations, shall be excluded as a State Party to the Metre Convention with immediate effect.

The CGPM in Resolution 5 adopted at its 26th meeting (2018) decided that the CIPM shall implement Article 6 paragraph 8 of the Annexed Regulations, and that the CIPM shall address the situation where historical practice has resulted in the accumulation of arrears. Pursuant to this resolution, the CIPM decided that the BIPM shall inform States that have previously been notified of accumulated arrears exceeding the six-year period, that the amounts due are those equal to the first six years of default.

The CIPM decided that any amounts paid by such States that constitute accumulated arrears exceeding the six-year period, may be considered when calculating their contribution, and entry contribution, following their re-engagement. This decision does not address the associated advances made by Member States, which shall be considered separately by the CIPM in the context of Resolution 5.

As Iran had arrears dating back to 1976, compliance with Article 6 paragraph 8 of the Annexed Regulations to the Metre Convention should have led to the exclusion of Iran in 1983. However, historical practice has resulted in the accumulation of undue arrears amounting to 1 336 thousand Euros for the period 1983 – 2011.

Therefore, following the decision made by the CIPM in October 2019, undue arrears for the period 1983 – 2011 were written off by the recognition of an uncollectible debt loss linked to the Iranian debt concerning the 1983 – 2011 contributions, for a total amount of 1 331 thousand Euros (Revaluation of assets in the context of Resolution 5).

Note 6 Subscriptions of Associate States and Economies

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2020	12 months ended 31 December 2019
Subscriptions of Associates	1 022	935

The total sum of subscriptions recognized in 2020 is lower than that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE* for 2020. The Republic of Belarus became Member State and is therefore no longer an Associate of the CGPM in 2020.

The total sum of subscriptions recognized in 2019 was lower than that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE* for 2019. Ecuador became Member State and was therefore no longer an Associate of the CGPM in 2019.

On the asset side, the breakdown of Associates States and Economies Subscriptions, outstanding at the end of the period, is as follows:

(in thousand Euros)	31 December 2019 (non-current part)	31 December 2019 (current part)	31 December 2019 Total Nominal value
Other Associates	0	393	393
Total Subscriptions of Associates	0	393	393

(in thousand Euros)	31 December 2020 (non-current part)	31 December 2020 (current part)	31 December 2020 Total Nominal value
Other Associates	0	360	360
Total Subscriptions of Associates	0	360	360

The total of Outstanding Subscriptions is as follows:

Subscriptions of Other Associates (current part)	360
Outstanding Subscriptions	360

Note 7 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2020	31 December 2019
VAT receivable	374	201
Prepayments	196	201
Other receivables	37	26
Total Other receivables	607	428

Note 8 Financial assets

A breakdown of fair value of financial assets is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2020	31 December 2019
Receivables of the Social Loans Fund	41	34
Bonds (current)	0	0
Bonds (non-current)	828	833
Total	869	867

Note 9 Cash and cash equivalent

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	Other	Total 31 December 2020
Cash	1 433	971	7		2 411
Cash equivalent	17 070	90			17 160
Total	18 503	1 061	7		19 571

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	Other	Total 31 December 2019
Cash	795	923	29		1 747
Cash equivalent	15 579	95			15 674
Total	16 374	1 018	29		17 421

A breakdown of cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2020	31 December 2019
Carry forward of committed appropriations to the budget of ensuing financial periods	391	296
Invoices not received as at 31 December	124	143
Current payables	563	541
Payables - Employee benefits	398	301
Other payables	303	276
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	1 587	849
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	83	95
Reserve Fund for Health Insurance	242	242
Reserve Fund	6 240	6 178
Unreserved cash (Ex-Capital Investment Fund)	9 640	8 499
Total	19 571	17 421

Note 10 Employee benefits

Staff cost

(in thousands of Euros)	2020	2019
Salaries	4 851	4 678
Family and social allowances	901	1 014
Social contributions	357	358
Current staff cost	6 109	6 050
Staff cost included in BIPM assets during the period	(131)	(153)
Staff operating expenses	5 978	5 897
Subsistence allowance to the staff seconded to the BIPM	71	260
Change in health insurance provision	1 933	1 508
Change in retirement indemnity provision	33	39
Total staff cost	8 015	7 464

Number of staff

	31 December 2020	31 December 2019
Staff members under indefinite-term appointment	65	66
Staff members under fixed-term appointment	4	5
Staff seconded to the BIPM	4	6
Total number of staff	73	77

Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounts to 2 550 thousand Euros in 2020 and 2 550 thousand Euros in 2019.

Current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2020	31 December 2019
Annual leave provision	391	296
Retirement indemnity provision	49	7
Other current employee benefits	7	5
Total current employee benefits	447	308

Changes in the annual leave provision are included in salaries.

Non-current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2020	31 December 2019
Retirement indemnity provision	327	336
Health insurance provision	19 303	17 555
Total non-current employee benefits	19 630	17 891

Retirement indemnity provision

The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

In 2019 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years: previous review was in 2014. The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation.

The following tables set out the changes in the accumulated benefits obligation concerning the health insurance, the amounts recognized in the Statement of financial position, in the Statement of financial performance, the evolution of actuarial gains and losses and the main actuarial assumptions used.

(in thousands of Euros)	31 December 2020	31 December 2019
<i>In the Statement of financial position</i>		
Health insurance provision	19 303	17 555
Health insurance provision	19 303	17 555

In the Statement of financial performance

Service cost	769	701
Interest costs	137	254
Actuarial (Gains) losses	1 027	553
Change in health insurance provision	1 933	1 508

Main actuarial assumptions (expressed as weighted averages)

Discount rate at the end of the period (Iboxx Corporate Bonds AA 10+)	0.35 %	0.8 %
Health cost increase (medical cost increase only, the impact of the aging of the population is taken into account in the model)	2.02 %	2.02 %

Assumed healthcare cost trends have a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position. A one percentage point change in assumed healthcare cost trend rates would have the following effects:

(in thousands of Euros)	One percentage point increase	One percentage point decrease
Impact on health insurance provision	6 400	(4 639)

Note 11 Other current creditors

A breakdown of Other current creditors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2020	31 December 2019
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	1 587	849
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	83	95
BIPM Pension and Provident Fund liability	0	0
Other	267	260
Total Other current creditors	1 937	1 204

Note 12 Other income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2020	12 months ended 31 December 2019
Other income		
<i>Metrologia</i>	130	136
Interest revenue	13	17
Grants	61	205
Meeting registration fees	0	25
Fair value adjustments on financial assets	0	0
Sale of prototypes	0	56
Unwinding of the discount	0	0
Foreign currency conversion gain	0	50
Other	4	58
Total Other income	208	547

Grants

The BIPM received a grant in 2017, 2018, 2019 and 2020 for participation of the *International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) in the Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine (JCTLM) secretariat amounting to 52 thousand Euros, 45 thousand Euros, 53 thousand Euros and 50 thousand Euros respectively.

Additionally, in 2020, the BIPM received a donation of 6 thousand Euros from EURAMET in the framework of the CBKT programme for a workshop on the KCDB 2.0.

In addition, in 2019, the BIPM received a grant of 56 thousand Euros from the NPL (UK) in the framework of the CBKT programme on Clean Air. Under the same programme, the BIPM received a donation of 27 thousand Euros from PTB (Germany) and a donation of 76 thousand Euros from NIST (USA).

Sale of prototypes

No sales of prototypes were made in 2020.

Note 13 General services

General services' expenses are detailed as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2020	12 months ended 31 December 2019
General services		
Heating, water, electricity	267	286
Insurances	40	39
Publications	4	8
Office expenses	124	149
Meeting expenses	3	175
Capacity Building Knowledge Transfer Program	6	52
Travel and transportation of equipment	90	240
Library	23	27
Bureau of the CIPM	4	13
Total General services	561	989

In 2020, meeting expenses were lower than in 2019 due to the international health crisis.

Note 14 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2020	12 months ended 31 December 2019
Other operating expenses		
Inventory variation	(23)	53
Platinum-iridium	0	0
Audit/review	123	66
Fair value adjustments on financial assets	0	0
Unwinding of the discount	0	0
Foreign currency conversion loss	58	1
Net value of scrapped or sold assets	3	39
Other	2	0
Total Other operating expenses	163	159

Note 15 Current payables

(in thousand Euros)	31 December 2020	31 December 2019
French suppliers	530	513
Foreign suppliers	33	28
Total Other current payables	563	541

Supplier invoices are recorded at their date of issue and concern all suppliers other than the BIPM staff members. Negative amounts relate to credit notes that will have to be reimbursed to the BIPM by suppliers or to payments made in 2020 for deliveries or services that will be made in 2021.

Note 16 Building maintenance

(in thousand Euros)	31 December 2020	31 December 2019
Service contracts	271	301
Other	143	159
Total Building maintenance	414	460

2020 BUDGET OUTTURN

(in thousand Euros)	Actual amounts 2020	Budget 2020	Difference
PRODUITS/REVENUE	A	B	A-B
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	12 446	12 357	89
2. Accessions prévues/ <i>Projected accessions</i>	57	398	(341)
3. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	1 022	629	393
4. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	78	105	(27)
5. <i>Metrologia</i>	130	120	10
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 733	13 609	124
CHARGES/EXPENSES			
A. Personnel/Staff	6 180	6 987	(807)
A.5 Fournisseurs sous contrats / <i>Contract suppliers</i>	271	344	(73)
	6 451	7 331	(880)
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 550	2 550	
C. Fonctionnement/Site expenses			
C.1 Frais généraux/ <i>Site services</i>	307	343	(36)
C.2 Frais de bureau/ <i>Office services</i>	115	156	(41)
C.3 Bibliothèque/ <i>Library</i>	23	32	(9)
C.4 Informatique/ <i>IT</i>	103	110	(7)
C.5 Plateforme informatique ILC/ <i>ILC IT Platform</i>	57	75	(18)
C.6 Bâtiments (entretien et rénovation)/ <i>Buildings (maintenance and renovation)</i>	143	170	(27)
	748	887	(139)
D. Coordination et communication/Coordination and communication			
D.1 Publications / <i>Publications</i>	12	22	(10)
D.2 Frais de réunion / <i>Cost of meetings</i>	6	227	(221)
D.3 Voyages / <i>Travels</i>	6	73	(67)
	24	322	(298)
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses			
E.1 Laboratoires / <i>Laboratory operating</i>	506	554	(48)
E.2 Atelier / <i>Workshop</i>	40	45	(5)
E.3 Voyages / <i>Travels</i>	15	114	(99)
E.4 Transport de matériel / <i>Transport of material</i>	14	45	(31)
	575	758	(183)
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	908	923	(15)
G. Investissements - site/Site investment			
G.1 Investissements - informatique / <i>IT capital</i>	19	25	(6)
G.2 Investissements - bâtiments / <i>Building capital</i>	225	337	(112)
	244	362	(118)
H. Divers/Miscellaneous	264	306	(42)
TOTAL DES DEPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	11 764	13 439	(1 675)
SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE / BUDGET SURPLUS/DEFICIT	1 969	170	1 799

The 2020 budget was approved by the CIPM in October 2019 (Decision CIPM/108-48) and revised in July 2020 (Decision CIPM/109-06). It included total expenses for 2020 amounting to 13 439 thousand Euros and total revenue amounting to 13 609 thousand Euros.

Budget outturn

Revenue

Revenue corresponds to the total operating revenue in the Statement of financial performance except foreign currency conversion gains, unwinding of the discount and fair value adjustment.

Expenditures

Expenditures correspond to the total operating expenses in the Statement of financial performance except:

- Depreciation and amortization,
- Changes in the inventories and work in progress,
- Changes in provisions such as health insurance provisions, annual leave provision,
- Participation in payment of health insurance contributions from pensioners taken from the Reserve Fund for Health Insurance,
- Staff costs included in BIPM assets during the period,
- Foreign currency conversion loss,
- Unwinding of the discount,
- Fair value adjustment,
- Loss on disposal of tangible and intangible assets,

plus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included.

Expenses

Expenses correspond to expenditures restated:

- minus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included,
- plus depreciation and amortisation.

The 2020 budget outturn shows a net result of 1 969 thousand Euros.

3. — CONTRIBUTIONS SETTLED IN 2020 (EUROS)

États membres / Member states	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
		2018	2019	2020	2021
Afrique du Sud / South Africa	19/06/2020			56 372	
Allemagne / Germany	03/03/2020			941 846	
Arabie saoudite / Saudi Arabia	17/07/2020			193 028	
Arabie saoudite / Saudi Arabia	10/12/2020				179 437
Argentine / Argentina	13/01/2020	126 775	10 000		
Australie / Australia	08/05/2020			339 175	
Autriche / Austria	27/11/2020				103 663
Belgique / Belgium	16/04/2020			123 627	
Bésil / Brazil	13/08/2020		247 349		
Bulgarie / Bulgaria	29/09/2020			56 372	
Canada	22/01/2020		4 805	415 376	
Canada	24/11/2020				418 632
Chili / Chile	04/05/2020		56 326	10 569	
Chine / China	01/09/2020			1 133 807	
Colombie / Colombia	24/09/2020			56 372	
Croatie / Croatia	24/01/2020			56 372	
Danemark / Denmark	10/02/2020			85 283	
Égypte / Egypt	06/03/2020		56 306		
Égypte / Egypt	02/07/2020			56 372	
Émirats arabes unis / United Arab Emirates	29/01/2020			101 231	
Espagne / Spain	08/05/2020			304 835	
États-Unis d'Amérique / United States of America	25/05/2020		791 638		
États-Unis d'Amérique / United States of America	24/08/2020			349 937	
Fédération de Russie / Russian Federation	27/01/2020		44 928	292 195	
Finlande / Finland	10/01/2020			63 087	
Finlande / Finland	23/11/2020				64 464
France	27/02/2020			654 354	
Grèce / Greece	01/04/2020			46 188	
Hongrie / Hungary	04/02/2020			56 372	
Hongrie / Hungary	11/12/2020				57 783
Inde / India					
Indonésie / Indonesia					
Irak / Iraq					
Iran (République islamique d') / Iran (Islamic Republic of)					
Irlande / Ireland	24/11/2020				57 783
Israël / Israel	16/07/2020		60 702		
Israël / Israel	11/12/2020			87 647	
Italie / Italy	31/01/2020			472 108	
Japon / Japan	17/04/2020			1 121 190	
Kazakhstan	09/04/2020			56 372	
Kenya	10/02/2020			56 372	
Lituanie / Lithuania	11/12/2020				57 783
Malaisie / Malaysia	02/07/2020			56 372	
Mexique / Mexico	17/07/2020			170 501	
Mexique / Mexico	02/12/2020			18 080	
Monténégro / Montenegro	05/11/2020				57 783
Norvège / Norway	23/12/2020				115 453
Nouvelle-Zélande / New Zealand	14/02/2020			56 372	
Pakistan	09/03/2020	35 175			
Pakistan	01/06/2020	14 719			
Pays-Bas / Netherlands	14/02/2020			201 323	
Pologne / Poland	15/12/2020				122 803
Portugal	08/12/2020				57 783
République de Corée / Republic of Korea	01/04/2020		29 291	234 491	
Roumanie / Romania	03/07/2020			56 372	
Royaume-Uni / United Kingdom	05/03/2020			752 642	
Serbie / Serbia	24/01/2020			56 372	
Singapour / Singapore	18/03/2020			83 708	
Slovaquie / Slovakia	22/12/2020				57 783
Slovénie / Slovenia	02/11/2020				57 783
Suède / Sweden	28/12/2020			139 338	
Suisse / Switzerland	21/01/2020			170 186	
Suisse / Switzerland	19/05/2020			17 352	
Tchéquie / Czechia	30/01/2020			56 372	
Thaïlande / Thailand	12/02/2020			56 372	
Thaïlande / Thailand	28/12/2020				57 783
Tunisie / Tunisia	16/07/2020	56 687			
Tunisie / Tunisia	24/12/2020		56 306		
Turquie / Turkey	24/12/2020			63 516	
Turquie / Turkey	30/12/2020			207 850	
Ukraine	02/07/2020			56 372	
Uruguay / Uruguay					
Total		233 356	1 357 651	9 640 050	1 466 716

Contributions		12 177 878	12 209 883	12 446 006
---------------	--	------------	------------	------------

États ayant adhéré après la 26e réunion de la CGPM (2018)
States having acceded after the 26th meeting of the CGPM (2018)

Bélarus / Belarus	12/06/2020			57 211
Équateur / Ecuador				
Maroc / Morocco	06/01/2020		112 612*	
Maroc / Morocco	30/03/2020			57 211

* Contribution d'entrée incluse / Included entrance contribution

4. — OUTSTANDING CONTRIBUTIONS AS AT 31 DECEMBER 2020 (EUROS)

États membres / Member states	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS		
	2018	2019	2020
Afrique du Sud / South Africa			
Allemagne / Germany			
Arabie saoudite / Saudi Arabia			
Argentine / Argentina		115 922	151 098
Australie / Australia			
Autriche / Austria			
Belgique / Belgium			
Brésil / Brazil		292 338	352 831
Bulgarie / Bulgaria			
Canada			
Chili / Chile			56 326
Chine / China			
Colombie / Colombia			
Croatie / Croatia			
Danemark / Denmark			
Égypte / Egypt			
Émirats arabes unis / United Arab Emirates			
Espagne / Spain			
États-Unis d'Amérique / United States of America			771 253
Fédération de Russie / Russian Federation			
Finlande / Finland			
France			
Grèce / Greece			
Hongrie / Hungary			
Inde / India			148 456
Indonésie / Indonesia			93 246
Irak / Iraq			56 372
Iran (République islamique d') / Iran (Islamic Republic of)			
Irlande / Ireland			
Israël / Israel			
Italie / Italy			
Japon / Japan			
Kazakhstan			
Kenya			
Lituanie / Lithuania			
Malaisie / Malaysia			
Mexique / Mexico			
Monténégro / Montenegro			
Norvège / Norway			
Nouvelle-Zélande / New Zealand			
Pakistan	6 793	56 306	56 372
Pays-Bas / Netherlands			
Pologne / Poland			
Portugal			
République de Corée / Republic of Korea			164 010
Roumanie / Romania			
Royaume-Uni / United Kingdom			
Serbie / Serbia			
Singapour / Singapore			
Slovaquie / Slovakia			
Slovénie / Slovenia			
Suède / Sweden			
Suisse / Switzerland			
Tchéquie / Czechia			
Thaïlande / Thailand			
Tunisie / Tunisia			56 372
Turquie / Turkey			
Ukraine			
Uruguay / Uruguay			56 372
Total	6 793	464 566	1 962 708
Contributions	12 177 878	12 209 883	12 446 006
<i>États ayant adhéré après la 26e réunion de la CGPM (2018)</i> <i>States having acceded after the 26th meeting of the CGPM (2018)</i>			
Bélarus / Belarus			57 211
Équateur / Ecuador			
Maroc / Morocco			

5. — SUBSCRIPTIONS SETTLED IN 2020 (EUROS)

Associés / Associates	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021
Albanie / Albania	11/06/2020					12 352	
Azerbaïdjan / Azerbaijan	24/08/2020			11 980			
Bangladesh							
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)	07/02/2020					12 191	158
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina	21/01/2020					12 357	
Botswana							
CARICOM	06/02/2020				8 060		
CARICOM	14/09/2020					10 710	
Costa Rica	24/01/2020					45 859	5 631
Cuba	17/01/2020	19 879	30 121				
Estonie / Estonia	20/03/2020					51 490	
Éthiopie / Ethiopia	21/10/2020					12 340	
Géorgie / Georgia	08/12/2020					12 357	
Ghana							
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)	21/01/2020					67 021	
Jamaïque / Jamaica	02/03/2020					12 357	
Jamaïque / Jamaica	09/03/2020	21 468					
Koweït / Kuwait	08/07/2020					36 073	
Lettonie / Latvia	15/12/2020						52 005
Luxembourg	30/01/2020					12 357	
Macédoine du Nord / North Macedonia	02/10/2020					12 357	
Malte / Malta	10/01/2020					12 357	
Malte / Malta	16/12/2020						12 480
Maurice / Mauritius	19/03/2020					12 357	
Mongolie / Mongolia	29/06/2020					12 357	
Namibie / Namibia							
Oman	17/06/2020					18 837	
Ouzbékistan / Uzbekistan	12/08/2020					12 357	
Panama	30/11/2020		537	50 675	50 675	51 490	
Paraguay							
Pérou / Peru	26/05/2020					47 753	
Philippines							
Qatar	20/02/2020					47 337	
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic	16/12/2020					12 357	
République de Moldova / Republic of Moldova	03/12/2020					12 357	
Seychelles							
Soudan / Sudan							
Sri Lanka	17/02/2020				11 980	12 357	
Taipei chinois / Chinese Taipei	14/04/2020					107 006	
Tanzanie / Tanzania	13/03/2020					12 340	
Viet Nam	19/03/2020					51 490	
Zambie / Zambia	10/09/2020					12 357	
Zimbabwe	03/01/2020		9 451				
Total		41 347	40 109	62 655	70 715	744 929	70 274
Souscriptions / Subscriptions		928 342	1 115 833	989 106	986 168	1 073 940	
Cambodge / Cambodia	23/12/2020						12 480

6. — OUTSTANDING SUBSCRIPTIONS AS AT 31 DECEMBER 2020 (EUROS)

Associés / Associates	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
	2017	2018	2019	2020
Albanie / Albania				
Azerbaïdjan / Azerbaijan			11 980	12 357
Bangladesh				12 357
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)				
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina				
Botswana				12 357
CARICOM				
Costa Rica				
Cuba	20 554	50 675	50 675	51 490
Estonie / Estonia				
Éthiopie / Ethiopia				
Géorgie / Georgia				
Ghana				12 357
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)				
Jamaïque / Jamaica				
Koweït / Kuwait				
Lettonie / Latvia				
Luxembourg				
Macédoine du Nord / North Macedonia				
Malte / Malta				
Maurice / Mauritius				
Mongolie / Mongolia				
Namibie / Namibia				12 357
Oman				
Ouzbékistan / Uzbekistan				
Panama				
Paraguay				
Pérou / Peru				4 485
Philippines				22 716
Qatar				
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic				
République de Moldova / Republic of Moldova				
Seychelles			11 980	12 357
Soudan / Sudan			11 980	12 357
Sri Lanka				
Taïpei chinois / Chinese Taipei				
Tanzanie / Tanzania				
Viet Nam				
Zambie / Zambia				
Zimbabwe	2 529	11 980	11 980	12 357
Total	23 083	62 655	98 595	177 547
Souscriptions / Subscriptions	1 115 833	989 106	986 168	1 022 450

7. — BUDGET FOR 2021

(in thousands of Euros)

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États Membres/Contributions from Member States	12 480
2. Contributions des États Membres/Projected accessions	402
3. Souscriptions des Associés/Subscriptions from Associates	635
4. Recettes diverses/Miscellaneous income	225
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 742
CHARGES/EXPENSES	
A. Personnel/Staff	7 262
A5. Fournisseurs sous contrat/Contract suppliers	357
	7 619
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 600
C. Fonctionnement - site/Site expenses	
C.1 Frais généraux/Site services	
C.2 Frais de bureau/Office services	
C.3 Bibliothèque/Library	
C.4 Informatique/IT	
C.5 Plateforme informatique ILC/ILC IT platform	
C.6 Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)	
	891
D. Coordination et communication/Coordination and communication	
D.1 Publications/Publications	
D.2 Frais de réunion/Cost of meetings	
D.3 CBKT	
D.4 Voyages/Travels	
	331
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses	
E.1 Laboratoires/Laboratory operating	
E.2 Atelier/Workshop	
E.3 Voyages/Travels	
E.4 Transport de matériel/Transport of material	
	786
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	635
G. Investissements - site/Site investment	
G.1 Investissements - informatique/IT capital	
G.2 Investissements - bâtiments/Building capital	
	482
H. Divers/Miscellaneous	260
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	13 604
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	138

The budget for 2021 shown in Table 7 is based on proposals developed in 2018 and presented to the 26th CGPM that year. The Table of repartition of the dotation for 2021 shown in Table 8 is based on more current information about the status of Member and Associate States and Economies.

8. — TABLE OF REPARTITION OF THE DOTATION FOR 2021

État Membre		UN Scale for 2019-2021	Contribution for 2021/€	Member State
Afrique du Sud	*	0.272	57 783	South Africa
Allemagne		6.090	932 504	Germany
Arabie saoudite		1.172	179 457	Saudi Arabia
Argentine		0.915	140 105	Argentina
Australie		2.210	338 396	Australia
Autriche		0.677	103 663	Austria
Belgique		0.821	125 712	Belgium
Brésil		2.948	451 399	Brazil
Bulgarie	*	0.046	57 783	Bulgaria
Canada		2.734	418 632	Canada
Chili		0.407	62 320	Chile
Chine	*	12.005	1 154 908	China
Colombie	*	0.288	57 783	Colombia
Croatie	*	0.077	57 783	Croatia
Danemark		0.554	84 829	Denmark
Égypte	*	0.186	57 783	Egypt
Émirats arabes unis		0.616	94 322	United Arab Emirates
Espagne		2.146	328 597	Spain
États-Unis d'Amérique	*	22.000	1 154 908	United States of America
Fédération de Russie		2.405	368 255	Russian Federation
Finlande		0.421	64 464	Finland
France		4.427	677 865	France
Grèce	*	0.366	57 783	Greece
Hongrie	*	0.206	57 783	Hungary
Inde		0.834	127 703	India
Indonésie		0.543	83 144	Indonesia
Irak	*	0.129	57 783	Iraq
Iran (République islamique d')		0.398	60 942	Iran (Islamic Republic of)
Irlande	*	0.371	57 783	Ireland
Israël		0.490	75 029	Israel
Italie		3.307	506 370	Italy
Japon	*	8.564	1 154 908	Japan
Kazakhstan	*	0.178	57 783	Kazakhstan
Kenya	*	0.024	57 783	Kenya
Lituanie	*	0.071	57 783	Lithuania
Malaisie	*	0.341	57 783	Malaysia
Mexique		1.292	197 832	Mexico
Monténégro	*	0.004	57 783	Montenegro
Norvège		0.754	115 453	Norway
Nouvelle-Zélande	*	0.291	57 783	New Zealand
Pakistan	*	0.115	57 783	Pakistan
Pays-Bas		1.356	207 632	Netherlands
Pologne		0.802	122 803	Poland
Portugal	*	0.350	57 783	Portugal
République de Corée		2.267	347 124	Republic of Korea
Roumanie	*	0.198	57 783	Romania
Royaume-Uni		4.567	699 302	United Kingdom
Serbie	*	0.028	57 783	Serbia
Singapour		0.485	74 263	Singapore
Slovaquie	*	0.153	57 783	Slovakia
Slovénie	*	0.076	57 783	Slovenia
Suède		0.906	138 727	Sweden
Suisse		1.151	176 242	Switzerland
Tchéquie	*	0.311	57 783	Czechia
Thaïlande	*	0.307	57 783	Thailand
Tunisie	*	0.025	57 783	Tunisia
Turquie		1.371	209 928	Turkey
Ukraine	*	0.057	57 783	Ukraine
Uruguay	*	0.087	57 783	Uruguay
Sous-total		96.192	12 480 091	Subtotal

States having acceded after the 26th meeting of the CGPM (2018)

Bélarus	*	0.049	57 783	Belarus
Équateur	*	0.080	57 783	Ecuador
Maroc	*	0.055	57 783	Morocco
Total			12 653 439	Total

*. Member State paying the maximum or minimum contribution

9. — TABLE OF SUBSCRIPTIONS OF ASSOCIATE STATES AND ECONOMIES OF THE CGPM FOR 2021

Associé	UN Scale for 2019-2021	Subscription for 2021/€	Associate
Albanie	0.008	12 480	Albania
Azerbaïdjan	0.049	12 480	Azerbaijan
Bangladesh	0.010	12 480	Bangladesh
Bolivie (État plurinational de)	0.016	12 480	Bolivia (Plurinational State of)
Bosnie-Herzégovine	0.012	12 480	Bosnia and Herzegovina
Botswana	0.014	12 480	Botswana
Costa Rica	# 0.062	52 005	Costa Rica
Cuba	# 0.080	52 005	Cuba
Estonie	# 0.039	52 005	Estonia
Éthiopie	0.010	12 480	Ethiopia
Géorgie	0.008	12 480	Georgia
Ghana	0.015	12 480	Ghana
Jamaïque	0.008	12 480	Jamaica
Koweït	0.252	38 586	Kuwait
Lettonie	# 0.047	52 005	Latvia
Luxembourg	0.067	12 480	Luxembourg
Macédoine du Nord	0.007	12 480	North Macedonia
Malte	0.017	12 480	Malta
Maurice	0.011	12 480	Mauritius
Mongolie	0.005	12 480	Mongolia
Namibie	0.009	12 480	Namibia
Oman	0.115	17 609	Oman
Ouzbékistan	0.032	12 480	Uzbekistan
Panama	# 0.045	52 005	Panama
Paraguay	0.016	12 480	Paraguay
Pérou	# 0.152	52 005	Peru
Philippines	# 0.205	52 005	Philippines
Qatar	0.282	43 180	Qatar
République arabe syrienne	0.011	12 480	Syrian Arab Republic
République de Moldova	0.003	12 480	Republic of Moldova
Seychelles	0.002	12 480	Seychelles
Soudan	0.010	12 480	Sudan
Sri Lanka	0.044	12 480	Sri Lanka
Tanzanie	0.010	12 480	Tanzania
Viet Nam	# 0.077	52 005	Viet Nam
Zambie	0.009	12 480	Zambia
Zimbabwe	0.005	12 480	Zimbabwe
Total États Associés	1.764	839 894	Total Associate States

Entités économiques Associées			Associate Economies	
CARICOM	*	0.062	9 493	CARICOM
Hong Kong, Chine	**	0.326	49 917	Hong Kong, China
Taipei chinois	**	0.530	81 154	Chinese Taipei
Total Entités économiques associées			140 565	Total Associate Economies

Total Associés	980 459	Total Associates
-----------------------	----------------	-------------------------

#. Progressive increase of the subscription following Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting (2011)

*. Sum of UN coefficients of the 11 participating CARICOM States

**. Calculated from GDP data

10. — 2020 BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2020 financial statements

Period ended December 31st, 2020

To the members of the International Committee for Weights and Measures,,

In accordance with the engagement entrusted to us by the International Committee of Weights and Measures (CIPM), we hereby report to you on the financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures for the period ended December 31st, 2020. These financial statements were approved by the Director of the Pension and Provident Fund of the BIPM on 27th may 2020 based on the information available at that date and in the evolving context of the Covid-19 pandemic.

Due to the global crisis related to the Covid-19 pandemic, the financial statements of this period have been prepared and audited under specific conditions. Indeed, this crisis and the exceptional measures taken in the context of the state of sanitary emergency have had numerous consequences for companies, particularly on their operations and their financing, and have led to greater uncertainties on their future prospects. Those measures, such as travel restrictions and remote working, have also had an impact on the companies' internal organization and the performance of the audits.

We have audited the accompanying financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM) as of and for the period ending December 31st, 2020, which comprise:

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended, and
- Notes to the financial statements.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures
Independent Auditors' Report on the 2020 financial statements

The management of the Pension and Provident Fund of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the Pension and Provident Fund of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2020, and of its financial performance, its changes in net asset for the year then ended in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Without additionally qualifying our opinion, we draw your attention to the following matter.

Fund's engagements in terms of pension schemes, survivors' pensions and lump sum retirement indemnities were calculated based on hypothesis consistent with the Regulations, Rules and Instructions of the BIPM pension and Provident Fund.

Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures
Independent Auditors' Report on the 2020 financial statements

The funding of the BIPM does not balance the Pension and Provident Fund overall engagement. The coverage of these engagements depends on an asset/liability management and the guarantee of the State Members.

Paris La Défense, May 27th, 2020

KPMG Audit
A division of KPMG S.A.

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2020	31 December 2019
Assets			
Non-current assets			
Plan assets	9	17 653	16 246
Non-current assets		17 653	16 246
Current assets			
Plan assets	9	0	0
Other receivables	10	4	10
Cash and cash equivalent	9	1 000	2 020
Current assets		1 004	2 030
Total Assets		18 657	18 276
Net Assets			
Net result for the period		(15 246)	(21 321)
Change in fair value		876	3 159
Other reserves		(123 764)	(102 443)
Net Assets		(138 134)	(120 605)
Liabilities			
Non-current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	146 573	131 911
Present value of retirement non-vested benefits	8	7 123	3 667
Non-current liabilities		153 696	135 578
Current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	2 964	3 159
Other debtors	11	131	146
Current liabilities		3 095	3 305
Total Liabilities		156 791	138 883

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2020	2019
Operating revenue			
Contributions from Member States	5	2 550	2 550
Contributions from BIPM staff members	6	702	667
Investment income	9	31	114
Other operating income	12	2 652	211
Total operating revenue		5 935	3 542
Operating expenses			
Pensions	7	3 070	3 162
Change in pension provision	8	17 924	21 412
Other operating expenses	13	187	175
Total operating expenses		21 181	24 749
Result from operating activities		(15 246)	(21 207)
Financial expenses			(114)
Result from ordinary activities		(15 246)	(21 321)
Net result for the period		(15 246)	(21 321)

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2014	10 897	1 627	(68 457)
Allocation of prior period net result	(10 897)		10 897
Change in fair value		50	
Net result for the period	(43 247)		
Balance at 31 December 2014	(43 247)	1 677	(57 560)
Allocation of prior period net result	43 247		(43 247)
Change in fair value		341	
Net result for the period	9 062		
Balance at 31 December 2015	9 062	2 018	(100 807)
Allocation of prior period net result	(9 062)		9 062
Change in fair value		82	
Net result for the period	(18 200)		
Balance at 31 December 2016	(18 200)	2 100	(91 745)
Allocation of prior period net result	18 200		(18 200)
Change in fair value		96	
Net result for the period	315		
Balance at 31 December 2017	315	2 196	(109 945)
Allocation of prior period net result	(315)		315
Change in fair value		(650)	
Net result for the period	7 186		
Balance at 31 December 2018	7 186	1 546	(109 630)
Allocation of prior period net result	(7 186)		7 186
Change in fair value		1 613	
Net result for the period	(21 321)		
Balance at 31 December 2019	(21 321)	3 159	(102 444)
Allocation of prior period net result	21 321		(21 321)
Change in fair value		(2 282)	
Net result for the period	(15 246)		
Balance at 31 December 2020	(15 246)	876	(123 765)

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2020	2019
Cash flows from operating activities			
Contributions from Member States		2 550	2 550
Contributions from BIPM staff members		698	663
Pensions		(3 003)	(3 442)
Other operating expenses		(259)	(187)
Total cash flows from operating activities		(14)	(416)
Cash flows from investing activities			
Cash disbursements to buy new financial assets		(17 662)	(514)
Cash receipts from held to maturity assets and sale of financial assets		16 625	1 679
Investment income		31	114
Total cash flows from investing activities		(1 006)	1 279
Cash flows from financing activities			
		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		(1 020)	863
Cash and cash equivalent at the beginning of period		2 020	1 157
Cash and cash equivalent at the end of period	9	1 000	2 020

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The BIPM Pension and Provident Fund was established, in 1901, by the General Conference on Weights and Measures (CGPM) at its 3rd meeting for the staff of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM); responsibility for its administration was entrusted, by the General Conference on Weights and Measures at its 10th meeting, to the International Committee for Weights and Measures (CIPM).

The purpose of the BIPM Pension and Provident Fund is the payment to BIPM staff members of pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, to the exclusion of any other payment.

Administration of the BIPM Pension and Provident Fund

Investment policy

The CIPM is responsible for formulating the investment policy relating to the assets of the BIPM Pension and Provident Fund.

Investments

The Director is responsible, within the framework of the guidelines adopted by the CIPM, for supervising the financial investment of the resources allocated to the BIPM Pension and Provident Fund; to this end, he may take any steps to ensure the implementation of the said guidelines.

Annual Report

Every year, as part of the approval of the BIPM accounts, the Director shall submit to the CIPM details of the investments made and of the financial situation of the Pension and Provident Fund.

Resources of the BIPM Pension and Provident Fund

Guarantee by Member States

The Member States of the BIPM jointly guarantee the payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund. In the event of transformation or dissolution of the BIPM, the Member States shall take the necessary measures to ensure uninterrupted payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, until the cessation of entitlement of the last beneficiary.

Contributions

The BIPM Pension and Provident Fund's resources comprise:

- a mandatory contribution deducted each month from the gross salary paid to serving BIPM staff members, including those benefiting from BIPM accommodation, and from the invalidity allowances of staff members with invalid status;
- the contributions from Member States, voted by virtue of the dotation and allocated by the CIPM when adopting the annual budgets of the BIPM; and

- the interest on such contributions, accruing from the investment of the BIPM Pension and Provident Fund's financial assets.

The purpose of the contributions from staff members and Member States is to maintain the long-term actuarial balance of the BIPM Pension and Provident Fund.

The staff members' contribution rate is adjustable every five years, on the basis of an actuarial study commissioned by the Director.

Minimum service requirement to be entitled to a retirement pension

Any BIPM staff member, who has completed seven years of service, is entitled to a retirement pension.

A staff member who terminates his service before the normal retirement age may request that payment of his pension be:

- deferred until the first day of the month following that in which he reaches the normal retirement age; or
- paid early and immediately, provided that he is at least 50 years old for staff members recruited before 1 January 2010 or 55 years old for staff members recruited after 1 January 2010. In that case, the amount of the early retirement pension shall be reduced by reference to the age of the staff member when payment of his pension begins, as shown in the tables in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*.

Leaving allowance

Any BIPM staff member, recruited before 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 3 times the amount deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, together with interest at the rate of 4 % per annum.

Any BIPM staff member, recruited after 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 2.25 times the amount in *points* deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, these *points* being converted into Euros at the rate used for the salary statements of serving staff as at the date on which the staff member's service terminates.

Specific events during the financial period

The Covid-19 pandemic in 2020 increased the financial market volatility.

However, the value of the portfolio of financial assets of the BIPM Pension and Provident Fund at 31 December 2020 is higher than the value at 31 December 2019.

Note 2 Adoption of the new Accounting Standards

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the IPSASB, based on *International Accounting Standards* (IASs) and *International Financial Reporting Standards* (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2020 financial statements are all standards effective for periods beginning on 1 January 2020 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM Pension and Provident Fund and therefore without impact on the financial statements).

Note 3 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have been prepared on the historical cost basis, except for actuarial present value of retirement benefits which has been valued using the Projected Unit Credit Method.

Financial statements have been prepared in accordance with the Regulations and Rules of the BIPM Pension and Provident Fund revised by a decision of the CIPM on 16 October 2009 and which entered into force on 1 January 2010.

The main accounting policies adopted are set out below.

Functional and presentation currency

The unit of account of the BIPM Pension and Provident Fund is the Euro. Therefore, the BIPM Pension and Provident Fund financial statements are prepared in Euros and presented in thousands of Euros.

Foreign currencies

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance in Other operating income or in Other operating expenses.

Plan assets

Plan assets include bonds and mutual investment funds invested in shares and bonds.

Bonds and other financial instruments are classified as available for sale, valued at fair value. Changes in fair value are recognized in a separate component of net assets. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

The BIPM Pension and Provident Fund policy concerning management of plan assets is oriented for the long term. This is the reason why mutual investment funds are classified as non-current financial assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consists of cash in the bank, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of generally less than 3 months

from the time of purchase. Cash equivalents are valued on the face of the financial statements at their fair value. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

Financial risks

The BIPM Pension and Provident Fund is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM Pension and Provident Fund does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM Pension and Provident Fund has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

The BIPM Pension and Provident Fund credit risk represents the risk of default of payment of contributions from Member States and BIPM staff members, such payments being made through the BIPM. Therefore credit risk is associated with the risk of default of payment by the BIPM.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM Pension and Provident Fund has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM Pension and Provident Fund will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Retirement benefits

The BIPM Pension and Provident Fund is a defined-benefit scheme. The *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND* were revised by decision of the CIPM on 16 October 2009 and entered into force on 1 January 2010. There are three Rules, the Rules applicable to staff recruited before 1 January 2010, the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2010, and the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2017.

In 2019, the BIPM Pension and Provident Fund reviewed its main financial actuarial assumptions. All demographic assumptions are reviewed at least every 5 years.

An actuarial valuation of the pension provision is performed at the reporting date to measure the employee benefits obligation towards the BIPM staff members using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Any BIPM staff member, who has completed seven years' service, is entitled to a retirement pension, whose amount depends on the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund.

For staff members recruited before 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 63rd birthday, if he/she is aged 45 years or less on 1 January 2010;
- 62nd birthday, if he/she is over 45 but not more than 50 years of age on 1 January 2010;
- 61st birthday, if he/she is over 50 but not more than 55 years of age on 1 January 2010;
- 60th birthday, if he/she is over 55 years of age on 1 January 2010.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.02 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the annual gross salary in *points* corresponding to the grade and step held by the staff member for at least six months prior to his termination of service or, where appropriate, to his highest grade and step held for at least six months in his career with the BIPM.

For staff members recruited after 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's 65th birthday.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.019 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 36 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 36 months.

For staff members recruited after 1 January 2017:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 65th birthday, if he/she is aged 57 years or more on 1 January 2017;
- 66th birthday, if he/she is over 52 but not more than 57 years of age on 1 January 2017;
- 67th birthday, if he/she is less than 52 of age on 1 January 2017.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$N \times 0.019 \times S \times 1.085$.

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 36.84.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 60 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 60 months.

Borrowings

The BIPM Pension and Provident Fund does not have any borrowings. If the CIPM decided the use of borrowings, borrowing costs would be recognized as expenses when incurred.

Note 4 Estimates and judgments

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on provisions for pension benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined-benefit scheme involve financial assumptions, such as discount rate, rate of return on assets, and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate. Every year, the BIPM Pension and Provident Fund uses the assistance of an external independent actuary in the assessment of these assumptions.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 5 Contributions from Member States

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounted to 2 550 thousand Euros in 2019 and 2 550 thousand Euros in 2020.

Note 6 Contributions from BIPM staff members

The mandatory contribution is deducted each month from the gross salary paid to BIPM serving staff members and from the invalidity allowances of BIPM staff members with invalid status. The contribution rate for staff recruited before 1 January 2017 amounts to 11.5 % in 2017, 12.5 % in 2018, 13.5 % in 2019, 14.5 % in 2020 and will amount to 15.5 % in 2021. The contribution rate for staff recruited as of 1 January 2017 amounts to 15 %. The contribution rate was equivalent to 10 % for all staff members until 31 December 2016. The contribution amounted to 702 thousand Euros in 2020 and 667 thousand Euros in 2019.

They relate to the following number of BIPM staff:

	31 December 2020	31 December 2019
Serving staff members and staff members with invalid status (service > 7 years)	47	48
Serving staff members and staff members with invalid status (service < 7 years)	22	23
Total number of staff	69	71

Note 7 Pensions

Pensions served amount to 3 162 thousand Euros in 2019 and 3 070 thousand Euros in 2020.

A breakdown of the number of pensions served is as follows:

	31 December 2020	31 December 2019
Retirement pensions	52	54
Reversion pensions	12	14
Deferred pensions	8	7
Orphans' pensions	2	3
Invalidity allowances	1	1
Total number of pensions served	75	79

Note 8 Pension provision

	31 December 2020	31 December 2019
<i>(in thousands of Euros)</i>		
<i>In the Statement of financial position</i>		
Present value of vested retirement benefits for served pensions (non-current)	65 670	64 949
Present value of vested retirement benefits for served pensions (current)	2 964	3 159
Present value of vested retirement benefits for active staff members (service > 7 years) (non-current)	80 903	66 962
Present value of vested retirement benefits	149 537	135 070
Present value of unvested retirement benefits (service < 7 years) (non-current)	7 123	3 667
Pension provision	156 660	138 737
<i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	4 990	4 018
Interest costs	1 084	1 832
Benefits paid	(3 066)	(3 511)
Actuarial (Gains) losses	14 916	18 722
Change in pension provision	17 924	21 061
<i>Main actuarial assumptions</i>		
<i>- Economic assumptions</i>		
Point value	1.1995	1.1971
Discount rate (Iboxx Corporate Bonds AA 10+)	0.35 %	0.8 %
Annual salary increase	1.5% + BIPM point revalorization	1.5% + BIPM point revalorization
Inflation rate (long term)	1.7 %	1.7 %
<i>- Demographic assumptions</i>		
Assumed mortality rate of pensioners (Assumption no death in service)	TGH/TGF 05	TGH/TGF 05
Turnover	Not taken into account	Not taken into account
Invalidity	Not taken into account	Not taken into account
Retirement age (see note 3)	Full rate pension apart from exceptional cases	Full rate pension apart from exceptional cases
Retirement mode	Employee voluntary leave	Employee voluntary leave
Early retirement	None	None
Death lump sum payment	None	None
Spouse or partner's age	Age specified by the BIPM	Age specified by the BIPM
<i>- Technical assumptions</i>		
Pension increase	Equal to point increase	Equal to point increase
Pension payment frequency	At the end of each month	At the end of each month
Reversion pension	60 % to the spouse or partner	60 % to the spouse or partner

The mortality table used in 2013 is the mortality table for international civil servants based in Europe, called ICSLT 2008. This is a prospective mortality table, meaning that it takes into account the probable longer life expectancy in the future.

The mortality tables used since 2014 are the French mortality tables, which are the regulatory mortality tables for women (TGF05) and men (TGH05) used in France by insurance companies to value annuities of life insurance contracts. The choice of TGF/TGH05 mortality tables is justified by the location of staff being in France. They benefit from the same medical facilities as the French population and live in comparable circumstances, and therefore are expected to have a similar life expectancy. This assumption worsens the current balance compared to the ICSLT 2008 table used in 2013, which is a mortality table for international civil servants based in Europe. The latter table generally shows a shorter life expectancy than the French mortality tables and is based on a smaller population.

Service cost corresponds to the rights to benefits acquired during the financial period, i.e. the unit of credit acquired by BIPM staff members during the financial period.

Interest cost is interests accrued during the year on pension provision at the end of the year depending on the discount rate assumption.

Benefits paid are pensions paid during the year.

Actuarial gains or losses equal the difference calculated to balance the account depending on the pension liability at the end of the year.

Discount rate

Discount rate assumption has a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position.

- At 31 December 2019:

Using a discount rate at 0.55 %, the total liability would have amounted to 146 765 thousand Euros instead of 138 737 thousand Euros as it has been estimated as at 31 December 2019 using a discount rate at 0.80 %.

On the other hand, using a discount rate at 1.05 %, the total liability would have amounted to 131 355 thousand Euros.

- At 31 December 2020 :

Using a discount rate at 0.10 %, the total liability would have amounted to 166 362 thousand Euros instead of 156 660 thousand Euros as it has been estimated as at 31 December 2020 using a discount rate at 0.35 %.

On the other hand, using a discount rate at 0.60 %, the total liability would have amounted to 147 775 thousand Euros.

Note 9 Plan assets, cash and cash equivalent, investment income

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

	Total 31 December 2020	Total 31 December 2019
(in thousands of Euros)		
Cash	1 000	1 998
Cash equivalent	0	22
Total	1 000	2 020

A breakdown of fair value of Plan assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2020	Total 31 December 2019
Mutual investment funds (shares)		
- Europe	0	7 959
- United States of America		
- Japan		
- Asia other than Japan	0	757
- Others	17 653	
Total Mutual investment funds (shares)	17 653	8 716
Bonds		
- Europe Euro zone with largest holding 2 025 and 2029	0	7 530
Total Bonds	0	7 530
Total	17 653	16 246

A breakdown of fair value of plan assets under current / non-current assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2020	Total 31 December 2019
Bonds	0	7 530
Other financial instruments	17 653	8 716
Non-current	17 653	16 246
Bonds	0	0
Current	0	0
Total	17 653	16 246

Investment income relates to income (interest, coupons, dividends) from the following:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2020	12 months ended 31 December 2019
Mutual investment funds (shares)		
Bonds	31	114
Cash equivalent	0	0
Cash		
Total Investment income	31	114

Note 10 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2020	31 December 2019
Income receivables	4	10
Total Other receivables	4	10

Note 11 Other debtors

A breakdown of Other debtors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2020	31 December 2019
Suppliers	0	81
Pensions payable	66	0
Transactions with the BIPM	65	65
Total Other debtors	131	146

Note 12 Other operating income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2020	12 months ended 31 December 2019
Change in fair value	3 251	95
Gain on asset disposal	(507)	94
Foreign currency conversion gains	0	22
Total Other operating income	2 744	211

Note 13 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2020	12 months ended 31 December 2019
Foreign currency conversion loss	24	0
Other operating expenses	163	174
Total Other operating expenses	187	174

11. — LIST OF ACRONYMS AND INITIALISMS USED IN THE PRESENT VOLUME

BIPM	<i>Bureau international des poids et mesures</i> / International Bureau of Weights and Measures
CARICOM	Caribbean Community
CBKT	Capacity Building and Knowledge Transfer
CGPM	<i>Conférence générale des poids et mesures</i> / General Conference on Weights and Measures
CIPM	<i>Comité international des poids et mesures</i> / International Committee for Weights and Measures
EBITDA	Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization
EURAMET	European Association of National Metrology Institutes
GBP	British Pound
GDP	Gross Domestic Product
IAS	International Accounting Standards
IASB	International Accounting Standards Board
ICSLT	International Civil Servants Life Table
IFCC	International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine
IFRS	International Financial Reporting Standards
ILC	International Liaison and Communication Department
IPSAS	International Public Sector Accounting Standard
IPSASB	International Public Sector Accounting Standards Board
JCTLM	Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine
KCDB	BIPM key comparison database
NIST	National Institute of Standards and Technology (United States of America)
NMI	National Metrology Institute
NPL	National Physical Laboratory (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland)
PPE	Property, plant and equipment
PTB	<i>Physikalisch-Technische Bundesanstalt</i> (Germany)
RMO	Regional Metrology Organization
TGF	<i>Table par génération des femmes</i> / Mortality table by generation for women
TGH	<i>Tables par génération des hommes</i> / Mortality table by generation for men
UN	United Nations
USD	US Dollar
VAT	Value Added Tax

Pour le Comité international des poids et mesures (CIPM) :

Le Secrétaire

T. USUDA

Tsukuba

15 juin 2021

Le Président

W. LOUW

Pretoria

15 juin 2021

For the International Committee for Weights and Measures (CIPM):

The Secretary

T. USUDA

Tsukuba

15 June 2021

The President

W. LOUW

Pretoria

15 June 2021
